



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

LA LIBERTE ET LA PROPRIETE

CHEZ ROBERT NOZICK

DIANE ROUSSEL
356 269

Thèse déposée à
l'Ecole des études supérieures et de la recherche
en vue de l'obtention de la maîtrise ès arts en science politique
Directeur de thèse: André Vachet

Université d'Ottawa



Diane Roussel, Ottawa, Canada, 1990



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

The author has granted an irrevocable non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of his/her thesis by any means and in any form or format, making this thesis available to interested persons.

The author retains ownership of the copyright in his/her thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her permission.

L'auteur a accordé une licence irrévocable et non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de sa thèse de quelque manière et sous quelque forme que ce soit pour mettre des exemplaires de cette thèse à la disposition des personnes intéressées.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège sa thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

ISBN 0-315-62341-1



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

Remerciements à André Vachet

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
PREMIER CHAPITRE: L'individu et la société.....	10
L'individu.....	10
L'individu chez Nozick.....	12
L'individu et la propriété.....	18
L'émergence de l'Etat minimal.....	19
La main invisible vs. le contrat social.....	27
L'individu atomiste vs. l'être social.....	34
DEUXIEME CHAPITRE: La théorie de la justice.....	40
La théorie de la justice et de la propriété.....	40
L'inégalité.....	45
La liberté, le marché et la propriété.....	53
La redistribution.....	59
Le marché et la propriété.....	64
TROISIEME CHAPITRE: Critiques.....	73
Critique de la pensée de Nozick.....	73
CONCLUSION.....	96
Vers une nouvelle conception de l'individu.....	99
RENOIS.....	104
BIBLIOGRAPHIE.....	109

INTRODUCTION

L'organisation économique et politique d'une société ne se fait pas toujours spontanément, sans réflexion. Elle résulte en grande partie d'une approche théorique aux divers concepts qui la définissent, notamment ceux de la liberté, de la propriété, de l'égalité et de la justice. Autrement dit, la pratique d'une société n'est pas sans contenu idéologique. Ainsi, une conception particulière de l'égalité peut conduire à un type de société dit égalitaire, où tous les individus seraient traités de la même façon. La question de la liberté sera, dans ce cas, secondaire au besoin d'assurer à tous un traitement égal. Certains concepts, dont ceux de la liberté et la propriété, semblent à première vue très compatibles. D'autres, comme ceux de la liberté et l'égalité, paraissent plus difficiles à réconcilier. Mais ils sont tous, en théorie et dans la pratique, accompagnés d'une vision de la nature humaine.

La conception de l'être humain en tant qu'individu propriétaire est centrale dans la pensée libérale classique. Du point de vue méthodologique, les libéraux classiques considèrent l'individu à part de la société. Libre et rationnel, l'être humain est doué d'une capacité de raisonner qui le rend maître de son existence et lui permet de connaître ce qui est ou non dans ses meilleurs intérêts. Par sa raison, il acquiert les compétences nécessaires à la satisfaction de ses besoins. L'individu libéral est donc autonome et la société lui est

seconde. Il perçoit ses besoins comme étant différents (par rapport à ceux des autres) et uniques (car ils lui sont propres), dont la satisfaction est essentielle à son bien-être. La permanence des besoins humains (dont le premier est d'assurer sa subsistance), la nécessité constante de leur satisfaction le poussent à agir et déterminent son comportement. Par exemple, l'individu cueille un fruit, cherchant à assouvir sa faim. La cueillette est un acte d'appropriation (car il rend sien le fruit) et d'exclusion (car ceci empêche les autres individus de se l'approprier). La liberté apparaît alors comme une caractéristique essentielle à l'être humain. En plus d'une certaine capacité concrète d'agir, l'être humain doit avoir la possibilité de poser les actes qui assurent la qualité de son existence. Il doit être libre d'agir sans contrainte externe, ni sous la pression des autres. Cette liberté dite négative permet à l'individu de s'affirmer et de se différencier. Elle s'extériorise et s'affirme dans l'appropriation et la jouissance de ses biens.

L'individu libéral classique est aussi (et surtout) caractérisé par la propriété. Prenons la définition de la propriété de John Locke (dans son deuxième traité), soit la vie, la liberté et les biens matériels d'une personne(1). Il s'agit là d'une définition bien préliminaire car le concept de propriété représente beaucoup plus qu'une chose possédée. L'individu est propriétaire dans la mesure où le mode de satisfaction de ses besoins commence avec l'appropriation, laquelle permet la production des moyens de sa subsistance. Sa liberté s'exprime dans la propriété qu'il acquiert par son initiative et son action. Effectivement, la propriété le libère des nécessités de la vie. Elle lui permet d'aller

au-delà de la simple recherche de la satisfaction de ses besoins. Par l'appropriation l'individu exprime sa puissance et sa volonté. L'acte de production démontre sa capacité de transformer le monde physique qui l'entoure. Par la domination et le contrôle qu'il exerce sur la nature, l'individu parvient à se soustraire des incertitudes du hasard.

L'appropriation, telle qu'illustrée ci-haut, relève d'un besoin crucial chez l'individu, celui d'assurer sa subsistance. La propriété qui en résulte implique le droit à l'appropriation, à l'usage, à l'exploitation et même à l'abus d'un bien. Par l'appropriation, l'individu prend possession d'un bien sous sa forme première (brute) pour ensuite transformer ce même bien selon l'usage qu'il entend en faire. Or, comme le démontre Locke, la transformation de la propriété en un bien qui se conserve indéfiniment, qui prend une valeur en soi, change la signification de l'appropriation et de son rôle dans la société(2). C'est à ce moment que la propriété échappe à ses fondements antérieurs (comme mode de satisfaction des besoins humains) pour se reproduire à ses propres fins. Il s'ensuit le phénomène de l'organisation de la propriété en un système économique (le capitalisme) au sein duquel se déroulent les processus d'acquisition, de production et d'échange de la propriété sous les diverses formes qu'elle revêt. La propriété implique alors un comportement social et économique qui affecte la façon dont une société donnée sera organisée. En tant que résultat d'une action non plus individuelle mais collective, elle détermine en grande partie le déroulement de la vie humaine au sein de la société.

Dans le libéralisme classique, le rapport entre la propriété et la

liberté est donc immédiat. La liberté est à la fois condition et conséquence de la propriété. Elle est condition dans la mesure où l'individu doit être en mesure de s'affirmer, de satisfaire ses besoins et de promouvoir ses intérêts. La liberté apparaît aussi comme conséquence de la propriété puisque cette dernière permet un degré plus ou moins grand d'indépendance chez l'individu par rapport à la société et, plus précisément, par rapport aux autres individus. La liberté négative, définie par l'absence d'empêchements ou de contraintes à l'action individuelle, est essentielle en tant que condition à l'appropriation d'une chose, laquelle devient propriété privée (donc exclusive). La propriété (telle que décrite ci-haut) privilégie un certain mode de comportement social et économique tout en conduisant vers un type de société qui favorise sa sauvegarde et sa reproduction. C'est-à-dire, ayant comme base le maintien de l'existence humaine (sur le plan individuel et social), la propriété exige un comportement égoïste, vaillant et créateur de la part de l'individu. Elle transforme ce dernier en innovateur, en maître et en ouvrier. C'est ainsi que la propriété détermine l'organisation sociétale et économique d'une société donnée, par l'attribution de rôles et de fonctions qui découlent d'elle-même. Or, la pensée libérale évolue.

Dans le cadre de cette évolution, le concept d'égalité joue un rôle important dans la mesure où les libéraux reconnaissent à l'individu le droit à l'égalité des chances, à une égalité de départ. C'est-à-dire, on se rend compte que l'inégalité naturelle des individus est injuste en soi et doit être compensée par une plus grande intervention de l'Etat. Ce qui porte directement atteinte au droit à la propriété car ceci

implique une justice redistributive, donc la redistribution des richesses dans la société au profit des moins bien nantis. La propriété continue de jouer le même rôle qu'auparavant, celui de moteur du progrès économique, sauf que maintenant, elle doit aussi assumer la responsabilité du bien-être des individus. Elle est, semble-t-il, au service de la société, obligée d'assurer l'exercice des droits sociaux des individus (droit à l'égalité des chances, à un minimum vital). A leur tour, les individus propriétaires perdent progressivement le contrôle de la gestion de leur propriété, cette dernière étant sujette à une réglementation gouvernementale complexe et abondante. Il y a donc un écart grandissant entre les principes du libéralisme classique et la pensée libérale qui suit. La pensée libertarienne réagit contre cet écart.

Elle se présente comme un retour aux principes originaux et fondamentaux du libéralisme, soit en particulier la primauté de l'individu et de la propriété. Robert Nozick s'inscrit dans ce mouvement critique, critique spécifiquement des interventions nombreuses de l'Etat dans la sphère privée des individus(3). A une conception élargie des droits et libertés individuelles il oppose une vision de l'individu présumée plus fidèle aux origines du libéralisme. En d'autres mots, il reprend une conception de l'être humain en tant qu'individu propriétaire, dont les droits inviolables à la propriété et la liberté priment sur toute autre considération éthique. Dans la pensée de Nozick, fidèle en soi à l'ensemble, la primauté de l'individu supprime la société en tant que communauté pour laisser la place à une sphère publique entièrement dominée par le marché capitaliste.

La fin ultime de cet auteur est de créer une société juste et morale. L'état de nature dans lequel il situe les individus est juste puisqu'il remplit les conditions de liberté requises par l'individu. C'est-à-dire, il pose le minimum possible d'entraves à la liberté individuelle et permet l'émergence d'un Etat minimal (essentiel au maintien de l'ordre) sans nuire au droit à la propriété des individus. Ceci s'accomplit par la prédominance des processus libres et autonomes du marché capitaliste, selon lesquels l'émergence de l'Etat minimal devient moralement acceptable. Nozick élabore donc une théorie de la justice fondée principalement sur le droit à la propriété privée et à la liberté individuelle. La problématique sur laquelle je me pencherai porte alors sur l'identification des limites de la liberté individuelle face à la propriété.

A prime abord, le rapport entre la liberté et la propriété paraît fort compatible. La théorie de la justice de Nozick établit et maintient la primauté du droit à la propriété et à la liberté en des termes qui semblent favoriser l'épanouissement de l'individu dans des conditions à la fois justes et morales. Or, l'affirmation de l'importance de ces deux droits n'implique pas leur égalité, ni en théorie, ni dans la pratique. C'est dans ce contexte que nous devons soulever la question des limites de la liberté face à la propriété privée car il devient apparent (en étudiant la théorie de la justice) que la liberté individuelle ne peut être soutenue en soi, en faisant abstraction de la propriété, tandis que cette dernière parvient à se détacher de ses exigences de liberté et à se maintenir dans des conditions sociales de non-liberté. L'hypothèse qui sous-tend cette

problématique (le rapport entre la propriété et la liberté) est que dans le cadre du marché libertaire, l'expression de la liberté individuelle est soumise aux exigences de la propriété.

Dans son ouvrage Anarchy, State and Utopia, Robert Nozick soutient que les rapports marchands qui se développent au sein de l'état de nature soumettent la liberté individuelle à la propriété. Il rejette donc la société civile de Locke sous prétexte que celle-ci menace l'inviolabilité de l'individu et de ses droits, et assure la sécurité de la propriété à travers les mécanismes du marché. Le rapport entre la liberté individuelle et la propriété est alors moins "anarchique" chez Nozick car il perçoit l'état de nature plus favorablement que Locke. Par conséquent, la liberté qu'il revendique est de nature strictement économique et réfère au droit à l'acquisition, à l'exploitation et à la conservation de la propriété. Autrement dit, la liberté de l'individu dans l'état de nature consiste principalement en son rapport à la propriété. A part cela, la liberté des individus ne signifie que l'absence de contraintes, où chacun est libre d'agir à sa guise d'autant qu'il respecte l'inviolabilité de la personne et les droits des autres. L'absence d'une société civile se traduit par une sphère sociale composée d'individus atomisés, n'ayant de rapports sociaux qu'à travers le marché et selon les termes du marché. Or, le fonctionnement du marché dans des conditions aussi permissives (marquées par la prédominance des processus du marché au sein des rapports sociaux) semble entraîner des conséquences qui comportent de graves empêchements à l'expression de la liberté chez les individus non propriétaires.

Le droit à la liberté, fondamental chez Nozick, est indissociable

du droit à la propriété. Or, la liberté dont il fait état est strictement de nature économique; c'est-à-dire, l'individu est libéré des contraintes qui l'empêcheraient de participer aux processus de la production et de l'échange des marchandises. La conséquence est que le droit à la liberté est subordonné au droit à la propriété. Cette dernière fixe la liberté en lui niant tout fondement et expression pratique en tant que droit chez les non-propriétaires. Dans un premier temps, la propriété sert de moyen à la satisfaction des besoins de l'individu et lui permet d'exprimer sa puissance en tant qu'être distinct, source de sa propre raison. Dans un deuxième temps, il résulte que l'individu est soumis aux exigences de la reproduction de la propriété en tant que capital privé. Il y a donc renversement du rapport liberté/propriété: de la liberté comme condition de la propriété à la propriété comme condition de la liberté. Ceci est possible en partie à cause de la définition étroite de l'individu que propose Nozick.

L'objet de cette thèse sera donc d'examiner comment la propriété pose des limites à la liberté. J'aborderai la conception de l'individu et des droits individuels de Nozick afin de situer l'individu propriétaire dans l'état de nature. Un survol de l'émergence de l'Etat établira les paramètres de son rôle ainsi que ses origines dans la propriété (puisque la fonction première de l'Etat minimal est de protéger l'individu et ses biens) et dans le marché. En étudiant ensuite de plus près la théorie de la justice de l'auteur, nous serons en mesure d'identifier les fondements de la propriété et les conséquences qui en découlent, notamment l'inégalité socio-économique

qui entraîne une perte de liberté et d'autonomie chez les non-propriétaires et la question de la justice distributive. Une critique de la théorie libertarienne à partir de Nozick approfondira davantage les thèmes qui sous-tendent sa pensée. En somme, je tenterai de démontrer comment, dans la théorie de Nozick, la liberté devient soumise aux conditions d'existence de la propriété.

Cette thèse sera divisée en trois chapitres. Le premier chapitre portera sur le concept de l'individu en tant que point de départ méthodologique en général et en particulier chez Nozick. J'y soulèverai la question de l'autosuffisance de l'individu ainsi que les conditions sociales essentielles au développement de la liberté. Le deuxième chapitre se penchera plus précisément sur la théorie de la justice et sur les limites de la liberté individuelle face à la propriété privée. Une critique de la pensée libertarienne de Nozick fera l'objet du troisième chapitre.

PREMIER CHAPITRE: L'individu et la société

Ce chapitre se penchera sur le concept de l'individu et son importance dans la théorie de Nozick. Il tentera de démontrer comment le concept de l'individu est central à toute théorie sociale et, plus précisément, comment la conception de l'individu sous-tend la construction de sa théorie. Autrement dit, la société libertaire conçue par Nozick suggère une vision particulière de la nature humaine, vision qui détermine les grandes lignes de sa pensée. En concevant l'individu uniquement en tant qu'être libre et propriétaire, il doit, par conséquent, construire une société capable d'accommoder ce type particulier d'individu ainsi que ses besoins. Ceci l'oblige à justifier l'émergence d'un Etat minimal au sein de l'état de nature par le biais d'un marché libre, sous prétexte qu'un Etat plus étendu entraverait le droit à la propriété et à la liberté de l'individu. Je chercherai à démontrer que ce processus contient des risques par rapport à la liberté individuelle car la propriété en vient à le dominer.

L'INDIVIDU

Chaque théorie sociale renferme une conception particulière, soit implicite ou explicite, de l'être humain. L'individu, comme point de départ méthodologique dans la théorie libérale, détermine largement la définition de concepts tels que l'autorité, la liberté, le politique.

Le terme même d'"individu" contient une référence à un élément distinct chez l'être humain; bref, l'affirmation que les êtres humains sont uniques mais égaux dans leur humanité. C'est-à-dire, il y a une égalité de base, de départ chez les individus qui provient de l'appartenance de tous à la race humaine. Les êtres humains sont considérés égaux devant la loi et devant Dieu. Or, cette égalité morale ne se traduit pas concrètement dans l'existence quotidienne car il apparaît aussitôt que les êtres humains sont fort inégaux quant à leurs capacités physiques et intellectuelles. Néanmoins, la théorie libérale reconnaît aux individus un droit égal à la liberté, à la propriété et à la sûreté. Ce droit à la propriété implique un droit égal de transformer la nature et d'en retirer des bénéfices. Dans la pratique, cependant, l'inégalité réelle des êtres humains a des conséquences directes dans les sphères sociale, économique et politique d'une société donnée car leurs capacités inégales donnent lieu à des résultats fort différents. Certains donc, dont le talent, le génie, l'imagination, ou la force, permettent à un groupe d'individus d'acquérir plus de biens, de jouir d'un statut social prestigieux, de jouer un rôle particulier dans les sphères politique et économique tandis que les individus moins doués ou victimes du hasard sont voués à une existence plus pénible et ne retirent pas les mêmes bénéfices de la société. Ces différences entre individus conduisent à des rôles et des fonctions distincts et déterminent la place qu'ils occupent dans la société.

Ultimement, c'est le type même de société qui est déterminé par la conception de l'individu d'un auteur. Le rôle et l'importance de la communauté peut varier selon les attributs et les droits qu'il accorde à

l'être humain. Par exemple, un individu maigre et autosuffisant soulève l'idée d'une société disloquée, où les gens se suffisent à eux-mêmes tandis que l'individu doté d'amples droits paraît beaucoup plus sociable et complexe. L'être humain, d'ailleurs, est enrichi par sa complexité et la variété de ses intérêts. La vie humaine n'a de sens que par la valeur qu'on lui attribue. Il en est de même pour la société. L'Etat peut être perçu négativement ou positivement, tout dépendant de la nécessité du rôle qu'on lui accorde. Ainsi, même inavouée, la conception de l'individu a des répercussions sur les arrangements économiques et politiques qui se dégagent d'une théorie et, par conséquent, sur les composantes de ces arrangements: la liberté, la propriété, l'égalité. Ceci est clair dans la pensée de Nozick.

L'INDIVIDU CHEZ NOZICK

Chez Nozick, l'individu représente une unité humaine distincte, non pas membre de la société perçue en tant qu'organisme mais plutôt partie d'un tout social contingent. Il n'y a pas d'universalité possible au sein de ce tout. Chaque personne est unique en son genre et constitue sa propre société. L'individu semble être complètement dissocié de la société et dénué de toute qualification qui implique l'apport continu ou même occasionnel de la communauté. C'est-à-dire, toutes les qualités qui définissent l'être humain (dont la bonté, la méchanceté, la générosité, l'altruisme, l'égoïsme) n'apparaissent pas chez cet individu. Ce dernier n'est doué d'aucune qualité morale qui requiert l'appartenance à une communauté pour se développer. Il est rationnel,

libre et propriétaire. Ce sont des caractéristiques qui lui sont inhérentes et détachées de tout rapport avec les autres individus.

L'individualisme de Nozick est alors radical et possessif. Les individus sont autosuffisants, affranchis de toute solidarité avec les membres de leur groupe social. La valeur de l'individu et de ses droits prime sur celle du groupe et du bien commun. Nozick refuse même de donner une liste des droits minimums de l'individu, préférant affirmer en termes généraux: "Individuals have rights[...] (4). Ces derniers ont droit à la liberté, à la propriété et, comme chez Locke, à la protection contre la violence, la fraude, le vol et toute attaque contre vie, liberté et propriété (5). L'individu est donc très "décharné". Un individu plus "gras", plus complexe et complet aurait besoin de droits importants afin de sauvegarder ses caractéristiques particulières. Dans l'état de nature, l'individu maigre a peu de besoins, donc peu de droits. Dans la mesure où le droit à la propriété est très large et touche à divers aspects de l'existence humaine, l'individu peut être considéré gras. Or, comme il est défini par la propriété (individu propriétaire) et que tous ses droits se rapportent ultimement à la propriété, l'individu de Nozick est décharné.

Par cette définition très maigre de l'individu, l'auteur délaisse tous les acquis positifs du libéralisme tel qu'il a évolué au cours du vingtième siècle. Je réfère ici à l'évolution de l'individu dans la pensée libérale, d'une conception plutôt réductrice de l'individu en tant qu'être propriétaire et autonome à une définition beaucoup plus positive et complexe de l'être humain qui tient compte de ses besoins multiples. Les sociétés libérales d'aujourd'hui reconnaissent à

l'individu un minimum vital de droits, notamment le droit à la santé, au logement, à l'éducation; ce, en vue d'assurer une certaine égalité de départ. L'être humain de Nozick n'a pas ces droits positifs. Les seuls droits qu'il a sont définis en rapport avec les autres individus. Pour le reste, le marché s'en charge. Cette conception atomiste de l'individu est nécessaire, par ailleurs, dans la logique de l'auteur puisque toute attribution plus généreuse de droits pourrait conduire vers la création d'une sphère publique, avec l'élargissement subséquent du rôle et des fonctions de l'Etat. Il doit donc éliminer a priori tout élément théorique qui laisserait entrevoir la possibilité que l'Etat ait recours à des politiques positives (comme un régime d'assurance-santé, d'assurance-chômage) qui viseraient l'amélioration des conditions de vie, sous prétexte que cela causerait des entraves à la liberté individuelle. L'être humain doit, par conséquent, être à l'abri de toute intervention externe possible, nonobstant les motifs. Il doit être conçu de sorte que même l'ingérence la plus minime paraisse immorale.

Nozick affirme donc qu'il existe un espace moral autour de l'individu, espace qui contient ses droits et qui ne peut être violé ni par l'Etat, ni par d'autres individus(6). Cette "frontière" invisible agit comme contrainte sur les actions des autres individus qui sont libres d'agir comme ils choisissent, d'autant qu'ils n'enfreignent pas cet espace moral. Or, ceci ne signifie pas que l'individu lui-même comprenne une qualité morale qui oblige les autres à le respecter. Nozick apporte une distinction importante à la question de la moralité de l'être humain et de ses droits. S'il reconnaît que l'individu

possède en lui-même une qualité qui doit être conservée, cela étofferait davantage sa conception de l'individu, lui donnerait une ampleur inadmissible dans le cadre de la pensée libertarienne. Au contraire, il entoure l'individu d'un espace moral qui ne touche pas à sa personne proprement dite, qui ne remet pas en question la valeur de ses droits. En dissociant l'être humain de toutes considérations de nature sociologique et psychologique, il peut soutenir une thèse atomiste de la nature humaine. L'idée d'une "frontière" qui sépare chaque personne fait partie de cette conception de l'individu en tant qu'être unique constituant sa propre société et détermine largement la nature des rapports sociaux. Ceux-ci prennent un aspect "marchand", où chaque interaction est sujette à des négociations préalables à l'acte(7).

Poussant plus loin cet argument, l'auteur emprunte aux anarchistes la notion de l'inviolabilité de la personne qui se traduit par le concept de "moral side constraints"(8). La non-violation des droits a alors priorité sur toute fin, aussi juste ou noble soit-elle, (comme, par exemple, le bien public)(9). Il n'attribue pas l'inviolabilité de la personne à une valeur intrinsèque à l'être humain. Elle est déterminée strictement par le besoin de protéger les droits à la propriété et à la liberté de chaque individu.

Side constraints upon action reflect the underlying Kantian principle that individuals are ends and not merely means; they may not be sacrificed or used for the achieving of other ends without their consent. Individuals are inviolable(10).

Ces contraintes régissent partiellement les rapports sociaux en déterminant ce qui est ou non un comportement social acceptable et limitent la façon dont les gens peuvent se traiter(11). Cette forme de contrainte sur la liberté individuelle peut difficilement être évitée sinon ce serait le chaos total. Il n'y aurait plus de normes, de règles, ni de semblant d'ordre dans la société. Nozick n'envisage pas une société anarchiste. Il se trouve alors, malgré lui, à énoncer un certain type de standards ou de normes ayant directement rapport au comportement individuel. Ceci suggère l'existence d'une entente pour le moins tacite entre les individus puisque tous sont tenus d'adhérer à ces normes en vue de conserver l'ordre dans la société. Autrement dit, ils doivent collaborer au maintien de l'ordre. Ceci soulève ainsi le problème du social.

La détermination territoriale de l'individu, définie en termes de souveraineté, implique une négation du social et du politique(12). Tout sentiment de communauté, de solidarité humaine se trouve remplacé par des relations sociales basées sur des rapports de marché. La communauté même, définie en termes de valeurs partagées, de projets communs, d'ethnie, n'existe plus. Il n'y a qu'une agglomération d'individus (d'unités humaines distinctes) sur un territoire donné qui se définissent selon les biens qu'ils possèdent et s'adonnent à la maximisation de leurs intérêts. Selon ce langage "territorial", une atteinte aux droits d'une personne est considérée une incursion ("a boundary-crossing"), sujette à des négociations, à une compensation(13). Tous les rapports sociaux sont déterminés par le marché, qui assume les fonctions régulatrices de l'Etat. Puisque le social et le politique

représentent des modes d'organisation sociétale dont les intérêts dépassent ceux de chaque particulier, ils sont évacués de la sphère publique.

La protection et la mise en vigueur des droits des individus sont alors considérées un bien économique qui doit être fourni par le marché⁽¹⁴⁾. Même la satisfaction des besoins constitue un bien de consommation. La distribution des biens donnés d'une société ne se fait pas à travers la communauté, ni par des mécanismes étatiques. Elle opère strictement en fonction du marché. Nozick ne considère pas la possibilité que le marché soit incapable de satisfaire les besoins individuels, ni même que le marché soit source d'insatisfaction par rapport à son fonctionnement puisqu'il pose que le marché assure le mieux la protection de la liberté individuelle.

C'est donc au nom du marché qu'il cherche à légitimer sa conception de l'individu propriétaire. Mais pourquoi le marché et non un principe comme celui de la justice, de l'égalité ou de la liberté? Selon lui, le marché représente un lieu de rencontre idéal pour les individus, dont le seul pré-requis est la liberté. Il exige des conditions de liberté afin de croître et répondre aux besoins que le progrès et les innovations technologiques imposent. Il n'y a donc pas de coercition dans le marché. Celui-ci opère dans un cadre de rapports socio-économiques volontaires, où les individus sont perçus comme acteurs égaux dans les sphères de production et d'échange. Nozick prend pour acquis la neutralité du marché, qui fonctionne alors sur la base de facteurs objectifs, du moins en principe, tels l'offre et la demande, et les prix. Seul le marché capitaliste est complémentaire à l'individualisme

possessif. Car si l'individu propriétaire est libre et rationnel, le produit de ses actions (ie. le marché) doit l'être aussi.

L'INDIVIDU ET LA PROPRIETE

Nozick pose le droit à la liberté et à la propriété pour chaque individu. Or, il définit la liberté individuelle en termes strictement négatifs, par l'absence d'obstacles extérieurs comme la coercition, ne pas être empêché de faire quelque chose. Il affirme en partant la primauté de l'individu en tant que fin en soi, de l'individu source de son propre bonheur, libéré par les procédures "justes" du marché. La propriété permet à l'individu de dépasser les exigences immédiates de son existence, dont la satisfaction de ses besoins fondamentaux. Elle constitue un moyen efficace et nécessaire dont la fin est déterminée par l'individu. C'est lorsqu'elle s'érige en un système économique complexe qui suit sa propre logique et ses propres fins en transformant la société que l'individu est réduit à un instrument de la propriété. Il n'est plus une fin mais un moyen dans le cadre de la reproduction de la propriété en tant que capital privé. Il se perd dans les processus du marché, dont les règles s'opposent à son bonheur, et se retrouve ni libre, ni propriétaire. C'est ainsi que, pour reprendre l'hypothèse avancée concernant le rapport entre la liberté et la propriété, l'expression de la liberté individuelle est soumise aux exigences de la propriété.

Le droit à la propriété est primordial et exclusif chez l'individu. Or, même si tous les individus ont un droit égal à la propriété,

l'exercice de ce droit n'est pas garanti. Nozick se contente seulement d'affirmer l'existence de droits sans s'assurer que tous les individus aient, du moins en partant, des chances égales d'acquérir des biens, d'agir librement dans le marché. Je dirais même qu'il mine le droit à la liberté et à la propriété des individus. (Cette idée sera approfondie davantage dans le deuxième chapitre du travail). Dans cette perspective, l'individu n'a pas de droits complémentaires à ses besoins, c'est-à-dire, aucun droit qui assure la satisfaction de ses besoins les plus fondamentaux. Tous les besoins humains qui ne relèvent pas strictement de la propriété sont éliminés. La liberté paraît alors moins un besoin qu'un accessoire à la propriété. En fait, le seul besoin reconnu de l'individu est celui de la protection de sa personne et de ses biens. En considérant la protection comme une marchandise particulière, Nozick tente d'expliquer l'émergence d'un Etat minimal dans l'état de nature.

L'EMERGENCE DE L'ETAT MINIMAL

Gardant toujours à l'esprit la valeur absolue de la liberté individuelle et du droit à la propriété, l'auteur tente essentiellement d'expliquer l'existence d'un Etat minimal par le biais du marché. Il doit justifier l'émergence d'un Etat minimal par le marché s'il veut soutenir la primauté de la liberté et de la propriété puisque celles-ci ne s'expriment dans et ne sont garanties que par le marché. Cette démonstration exprime clairement la prédominance et l'importance du marché dans l'état de nature et consacre l'exclusion d'une sphère proprement dite politique ou publique.

Nozick veut aussi répondre aux objections des anarchistes qui considèrent tout Etat immoral dans la mesure où ce dernier viole les contraintes morales qui règlent la façon dont les gens peuvent être traités(15). Murray Rothbard est représentatif des auteurs libertariens qui n'acceptent aucun compromis avec l'Etat: "[...] no man or group of men have the right to aggress against the person or property of anyone else"(16). A son avis, l'Etat n'a pas plus de droits que l'individu. Il perçoit l'Etat comme étant l'agresseur suprême de la personne et de la propriété parce que ce dernier obtient ses revenus par la coercition (taxes et impôts) et s'arroge le monopole de la force(17). En passant par le marché Nozick veut démontrer comment l'Etat minimal parvient à détenir légitimement le monopole de la force sans entraver le droit à la liberté et à la propriété des individus. Il part lui-même, comme les anarchistes, avec l'idée a priori que l'Etat ne vaut rien pour l'individu et est nuisible à son bien-être, sans toutefois démontrer le fondement de ce jugement.

Comme Locke, il établit sa théorie à partir d'un état de nature. Or, l'état de nature est non seulement un point de départ mais une fin. A son avis, il faut chercher des solutions au sein de l'état de nature et non, comme le propose Locke, créer la solution (c'est-à-dire, un gouvernement civil)(18). A l'état de nature seulement l'individu peut-il jouir pleinement de sa liberté et de sa propriété car l'absence d'un gouvernement plus que minimal assure que les individus ne subiront pas de contraintes externes arbitraires de nature politique. L'état de nature suggère un lieu "naturel" et non corrompu, où les individus paraissent fidèles à leur véritable essence. Il n'est pas créé

artificiellement mais correspond, au contraire, aux aspirations réelles (telles que perçues par l'auteur) des individus dans la mesure où il semble poser le minimum d'entraves à leur liberté. Nozick croit que la société civile proposée par Locke va à l'encontre du droit à la liberté et à la propriété de l'individu car elle empiète sur la sphère privée des individus(19). Dans un même temps, l'élimination de la sphère publique de l'état de nature est sensée libérer les êtres d'autres contraintes associées à l'organisation sociétale de l'existence humaine, telles la tradition ou les coutumes. En fait, il sera démontré tout au long de ce travail comment l'état de nature crée ses propres contraintes à l'égard de la liberté individuelle. Tout d'abord, il contient une instabilité.

Selon Locke (dans Two Treatises of Government), l'insécurité de la personne et de ses biens se répand partout à cause du développement de la propriété privée et des différences socio-économiques que cette dernière engendre. La reproduction de la propriété augmente l'écart socio-économique entre individus en maintenant le statut quo entre propriétaires et non-propriétaires. La liberté des individus se retourne contre eux car elle permet aux personnes peu scrupuleuses de profiter de l'absence de lois pour imposer leur volonté au détriment des autres portant ainsi atteinte à la personne et à la propriété. Pour ces mêmes raisons, l'insécurité s'installe dans l'état de nature de Nozick et menace chaque individu et sa propriété. La situation résultante exige une forme de réglementation quelconque des rapports sociaux et économiques et conduit à la création de plusieurs agences de protection. Ceci entame, plus spécifiquement, le processus de l'émergence de l'Etat minimal.

Bien entendu, toutes ces agences ne peuvent coexister toujours paisiblement. Leurs relations sont à la fois concurrentielles et conflictuelles. Une agence devient dominante parce que la protection en tant que bien économique est une marchandise particulière. La protection constitue un bien économique car elle possède une valeur d'échange et s'achète sur le marché. Nozick pose que dans le marché la protection est une marchandise qui conduit inévitablement à un monopole car celui qui cherche de la protection veut la meilleure forme de protection possible. Il ne serait pas à son avantage d'être mal protégé(20). Ainsi, l'agence qui offre les meilleurs services de protection aura une plus grande clientèle et, de ce fait, dominera les autres. Or, cette agence dominante ne satisfait pas aux exigences de l'état minimal proposées par l'auteur car elle ne détient pas le monopole de la force. Effectivement, l'agence dominante n'est pas un Etat 1) puisqu'elle n'entreprend aucune action moralement illégitime (qui va à l'encontre de la liberté et de la propriété des individus) et 2) parce que seuls ceux qui paient pour recevoir de la protection en reçoivent(21). L'agence dominante constitue, en effet, un Etat ultra-minimal car il n'y a pas encore redistribution de la protection(22). Les fonctions de cet Etat ultra-minimal se résument à offrir de la protection à ceux qui en demandent.

La question de la redistribution est importante dans la pensée de Nozick car il fonde sa critique de l'Etat libéral contemporain sur les interventions gouvernementales multiples dans la sphère privée des individus, interventions qui empêchent l'individu d'exercer sa propre souveraineté sur ses actions. Il souligne la perte d'autonomie

individuelle qui en résulte ainsi que ce qu'il considère les violations de la propriété privée. C'est-à-dire, il perçoit l'individu comme étant victime d'une injustice fondamentale, celle d'être dépourvu de ses biens au nom de la justice sociale. C'est injuste car, à son avis, l'individu devrait être en mesure de disposer de sa propriété librement, sans contrainte. L'Etat vient, par la taxation et les impôts, poser des limites à l'autonomie de l'individu et lui enlever sa liberté de choix. L'existence d'agences de protection permet aux individus de choisir eux-mêmes le système de justice qui leur convient, du moins jusqu'au moment où une agence devient dominante.

Dans l'état de nature, les droits individuels pertinents à la justice sont réglés par des procédures sur lesquelles les gens peuvent s'entendre ou non. Ces procédures représentent la seule forme de réglementation qui régit les rapports entre individus et déterminent s'il y a infraction du droit à la propriété. Chaque agence de protection a sa propre procédure, selon laquelle elle juge la culpabilité ou l'innocence de son client. L'agence qui émerge dominante retient le droit de choisir la procédure de justice qui sera appliquée à ses clients. Cette agence devient dominante parce que sa procédure de justice est perçue par un grand nombre de gens comme étant la procédure la plus équitable(23). L'agence dominante détient par conséquent le monopole de la force car elle protège tous les individus qui sont sur son territoire, même ceux qui n'achètent pas de protection (pour diverses raisons). Elle se considère moralement obligée de défendre ces indépendants contre ses propres clients à cause du principe de compensation selon lequel "those who are disadvantaged by being

forbidden to do actions that only might harm others must be compensated for these disadvantages foisted upon them in order to provide security for the others"(24). Ainsi, "The principle of compensation requires that people be compensated for having certain risky activities prohibited to them"(25). Le prix à payer de ne pas défendre les indépendants est une insécurité générale face aux actions que ces individus pourraient entreprendre(26).

L'agence dominante constitue alors un Etat minimal car elle satisfait à la condition exigée par Nozick: elle est parvenue à détenir légitimement le monopole de la force(27). Elle accomplit ceci par la redistribution de la protection en faveur des indépendants mais cette "redistribution" n'en est pas vraiment une puisqu'elle peut se justifier par des raisons non distributives. Autrement dit, l'agence dominante cause certaines entraves à la liberté des indépendants en leur imposant une procédure de justice) au nom d'une plus grande sécurité pour tous. Elle détient, cependant, un monopole de facto et non de jure(28). Nozick définit un monopole de facto comme suit: "a monopoly that is not de jure because it is not the result of some unique grant of exclusive right while others are excluded from exercising a similar privilege"(29).

It is not an unjust imposition of monopoly; the de facto monopoly grows by an invisible-hand process and by morally permissible means, without anyone's rights being violated and without any claims being made to a special right that others do not possess(30).

L'agence dominante constituée en Etat minimal n'a pas de droits spéciaux puisque "The rights possessed by the state are already possessed by each individual in a state of nature"(31). Dans un même temps, aucun droit nouveau n'est créé au niveau du groupe car ceci impliquerait une forme de contrainte quelconque sur les actions des individus au nom d'un bien commun ou collectif, notion rejetée par Nozick. Les individus ont des droits en tant qu'individus et non en tant que collectivité ou membres d'une société. L'agence dominante entretient des rapports privés avec chaque individu. Ainsi n'y a-t-il pas une représentation collective des droits individuels. Les pouvoirs de l'agence de protection dominante ne sont que la somme des droits des individus de se faire justice. Or, ceci ne me semble pas du tout évident. Si l'agence dominante impose ses procédures de justice aux autres agences et à tous les individus dans son territoire, c'est parce qu'elle exerce un pouvoir véritable renforcé par le monopole de la force. Ce dernier implique le monopole des moyens qui permettent l'application de cette force. Puisqu'une majorité d'individus semblent accepter le monopole de la force exercé par l'Etat minimal, celui-ci n'impose donc pas ses procédures par la contrainte. Ce qui suggère, à mon avis (quoique Nozick serait en désaccord), que les individus non seulement consentent à l'existence de l'Etat minimal mais aussi qu'ils s'entendent quant à ses modalités. C'est-à-dire, ils reconnaissent explicitement la nécessité d'un Etat minimal dans la protection de leurs intérêts. Ceci contredit ainsi la distinction que fait Nozick entre un monopole "de facto" et un monopole "de jure" dans la mesure où le consentement des individus à la possession du monopole de la force par l'Etat minimal consacre ce même Etat à l'exclusion des autres.

Il me semble, par conséquent, que la légitimité de l'Etat minimal est fort discutable car le monopole de la force qu'il détient résulte en un monopole de facto du pouvoir. L'Etat minimal exerce concrètement un pouvoir de nature politique en s'occupant directement des affaires publiques qui se déroulent dans son territoire. Il exerce ce pouvoir avec l'assentiment (explicite) de ses clients et (implicite) des autres agences et des indépendants. Il est présenté comme étant un arbitre neutre qui règle les conflits qui surviennent entre individus, comme étant nécessaire puisqu'il y a inévitablement désaccord quant à la procédure qui doit être mise en vigueur. Pourtant, l'agence dominante réussit à imposer sa procédure aux autres agences. Par quel processus est-il décidé qu'elle a raison(32)? Les autres agences cèdent car elle ne permet à aucune agence d'employer contre son client une procédure qu'elle juge injuste. D'après les apparences, l'agence dominante n'admet aucune opposition à son pouvoir. Elle retire sa légitimité du fait qu'elle est issue des processus soi-disant objectifs du marché. A prime abord, Nozick semble donc éliminer le pouvoir en évacuant la sphère politique de l'état de nature mais le pouvoir revient sous une autre forme, plus pernicieuse encore, par le truchement du marché.

Le retour du pouvoir par le biais du marché représente alors un problème important dans sa théorie. Sous prétexte que le marché engendre et légitimise l'Etat minimal, Nozick crée (malgré lui) une structure de pouvoir qui est ni sanctionnée, ni contrôlée par les individus. Je réfère ici au pouvoir économique exercé par les propriétaires dans la sphère du marché, pouvoir qui a des répercussions considérables dans l'ensemble de la société de par les inégalités

sociales et matérielles qu'il engendre. En évacuant le politique de l'état de nature, Nozick cherche à éliminer ce qui constitue pour lui la cause principale des empêchements à l'autonomie individuelle, le gouvernement. Par la prédominance du marché il affirme la primauté du droit à la propriété et à la liberté. Rappelons que les individus dans l'état de nature ne forment pas une société civile dans le sens où l'entend Locke, avec des structures gouvernementales qui accompagnent un type de liberté dite politique(33). Le concept de liberté pour Nozick n'a aucun sens politique en termes d'élection, de représentation collective, de participation à l'élaboration de projets sociaux. La concentration du pouvoir entre les mains des propriétaires assure la soumission et l'irrespect des intérêts des non-propriétaires.

LA MAIN INVISIBLE VS LE CONTRAT SOCIAL

Nozick élabore une théorie de la légitimation du monopole de la force, où l'Etat minimal détient le monopole de l'offre de la protection tout en s'insérant naturellement dans une société de marché. Pour en arriver à un Etat, il démontre: 1) comment l'Etat ultra-minimal émerge à partir des agences de protection par un processus de la main invisible qui respecte les droits individuels et 2) comment cet Etat ultra-minimal ne peut détenir légitimement un monopole de la protection sans en offrir à tout le monde, après quoi il devient un Etat minimal(34). Il argumente ceci en fonction d'une croyance en la justice inhérente du marché en tant que sauvegarde des libertés individuelles. L'état de nature ne peut donc pas, selon ce raisonnement, être le produit d'une

entente collective ou d'efforts concertés de la part des individus. Il résulte, au contraire, de toutes les activités individuelles qui s'opèrent dans le marché et qui ont pour but la maximisation des intérêts de chaque individu. Or, quoique cet argument soit bien défendu par Nozick, celui-ci ne réussit pas, cependant, à en démontrer la véracité.

Dans l'explication de l'émergence de l'Etat minimal, les processus du marché semblent donner lieu spontanément à l'ordre et à la paix sociale. Il n'intervient aucun conflit, aucun incident qui mettrait en cause le fonctionnement et la légitimité de ces processus puisqu'ils sont considérés à la fois justes et bons. L'auteur ne s'attarde pas beaucoup, d'ailleurs, sur la question de la main invisible sauf pour affirmer qu'elle se manifeste dans un marché libre et conduit naturellement vers des fins positives à l'égard des individus. Pourtant, le fonctionnement du marché même dans des conditions les plus libres demeure toujours le produit d'individus, de décisions humaines le plus souvent en opposition. Il est inexact de supposer que les intérêts individuels concordent toujours ou que, en accord ou en désaccord, ils mènent inévitablement vers un bien public. La main invisible doit, il me semble, être guidée par un principe quelconque sur lequel tous s'entendent pour en arriver à des fins communes acceptables.

Un procédé doit exister qui permet l'élaboration (même à un niveau très général) de politiques économiques et qui assure l'exclusivité des principes du marché, dont la concurrence et la propriété privée. Car si, dans l'état de nature, les individus sont véritablement libres de poursuivre leurs propres intérêts, de faire ce qu'ils veulent, ils

pourraient choisir une voie autre que celle tracée par le marché libre. C'est-à-dire, ils pourraient opter pour un type de propriété autre que privée, ou une série de lois réglementant les pratiques du marché. Nozick nie que ceci arriverait car, à son avis, les individus reconnaissent que leurs intérêts sont mieux servis par un capitalisme libertaire. Ce qu'il omet de mentionner est qu'il y a sûrement des personnes dont les intérêts sont moins bien servis sinon complètement délaissés qui pourraient être fort insatisfaites de leur situation dans l'état de nature. Les problèmes de ces individus ne sont pas soulevés dans le cadre de la théorie de Nozick puisque l'évacuation de toute notion d'un bien commun prend pour acquis l'accomplissement immédiat de chaque bien particulier. L'omniprésence de la main invisible consacre, semble-t-il, l'absence du besoin de concertation entre individus ainsi que la primauté du capitalisme.

L'article 'Can a Social Contract be Signed by an Invisible Hand' de Hillel Steiner est intéressant à cet égard car l'auteur remet en question la contribution de la main invisible dans l'évolution d'une société de marché(35). A son avis, l'émergence de l'Etat et la création de la monnaie ne sont pas issues d'un processus de la main invisible mais peuvent, au contraire, être attribuées à des contrats sociaux. Il cite, par exemple, la création de l'argent comme pièce d'échange et pose la question suivante(36). Est-il possible que l'argent soit issu d'un processus de la main invisible sans que les individus ne se soient entendus quant à sa signification et sa valeur? Locke indique clairement (dans le deuxième traité) que l'argent est une invention des individus, conçue afin de conserver la valeur de la marchandise (sujette

au gaspillage)(37). Il rajoute, plus précisément, que la création de l'argent suppose "a general contractual understanding among individuals to accept money in exchange for goods"(38).

A mon avis, l'idée d'une entente entre les individus contredit la thèse d'une coïncidence spontanée (autrement dit, des manifestations de la main invisible) dans les rapports socio-économiques, laquelle conduirait naturellement vers le développement de l'Etat minimal. Nozick rejette toute forme d'organisation qui impliquerait l'adhésion des individus à des normes de comportement. Il n'explique pas, cependant, pourquoi les individus acceptent de se soumettre à de rigoureux contrôles de nature pécuniaire puisque le système monétaire représente, effectivement, un ensemble de règles et de rapports qui doivent être respectés. Si l'argent est considéré une pièce d'échange commune, sa valeur doit être établie et acceptée par tous. Ceci suppose, par conséquent, un certain degré de conformité dans les échanges, conformité à laquelle les individus doivent se plier s'ils veulent assurer le fonctionnement harmonieux du marché. La réplique de Nozick à cet égard est que les individus agissent toujours en fonction de leurs propres intérêts et qu'il est à leur avantage de reconnaître la valeur de l'argent comme pièce d'échange.

Il n'est pas clair cependant comment les individus parviennent à identifier ce qui est ou non en leurs intérêts s'ils ne s'entendent pas d'avance. A moins que Nozick suppose que l'être humain naisse avec certaines connaissances qui lui indiquent, à priori, les règles à suivre dans l'état de nature. Ce serait, je crois, la seule explication possible de la main invisible. C'est-à-dire, que celle-ci provienne

d'un concert d'actions et de décisions individuelles prédéterminées qui assurent l'évolution de la société dans un contexte économique de laissez-faire. Or, cet argument est difficile à soutenir et impossible à démontrer.

Dans sa critique de la main invisible, H. Steiner soulève aussi la question de l'émergence d'un Etat minimal. Il n'accepte pas l'explication de Nozick et remet en question l'inévitabilité du monopole des services de protection(39).

The natural monopoliseability of the protective services market - if it is naturally monopoliseable - is a necessary but not a sufficient condition of its being monopolized. The sufficient condition is a social compact. A common protective association - like a common medium of exchange - is the artifact of a concerted plurality of hands, none of which is invisible(40).

A son avis, le problème réside dans les différences procédurales que Nozick soulève entre les diverses agences et qui sont sensées amener la majorité des individus à favoriser une agence particulière, laquelle devient dominante(41). Ces mêmes différences rendent plus difficile l'émergence d'une agence dominante sans le concert d'intérêts individuels(42). Il y a à cet égard, me semble-t-il, un manque de réalisme concernant la psychologie humaine, si nous considérons les

conflits naturels qui sous-tendent les intérêts individuels. Nozick ne réussit donc pas, selon H. Steiner, à justifier l'émergence d'un Etat minimal. Je rajouterais que le processus de la main invisible n'est pas nécessairement une explication fiable de l'organisation socio-économique de l'état de nature puisque d'autres explications (comme celle du contrat social) apportent des précisions supplémentaires qui clarifient davantage l'évolution de l'Etat et du marché.

Par exemple, David Gauthier (un théoricien du contrat social) perçoit le contrat social comme étant issu de conditions très précises, conditions remplies par l'état de nature(43). A son avis, les individus ne sont pas caractérisés par une sociabilité inhérente à leur nature et ne peuvent être perçus comme étant le produit d'une société(44). La nature humaine est avant tout possessive, ou portée vers l'appropriation(45). Aussi, les individus possèdent une rationalité instrumentale complémentaire à leur besoin d'approprier et de maximiser des biens(46). Ces conditions essentiellement négatives (qui sévissent dans l'état de nature) conduisent les individus vers la formulation d'un pacte social. Les relations nécessairement contractuelles entre propriétaires suggèrent que le marché lui-même pourrait être issu de conventions sociales(47).

The market is the primary social forum for members of a society of appropriators. Their social concern for their fellows derives from their interest in appropriation, and is expressed in the relationship of exchange, whereby they

transfer the possession of appropriated objects. Exchange of property is the primary function of the market; its efficient organization enables the appropriators to contract one with the other to maximize the production and determine the allocation of their goods. Hence within society, the primary relationships of appropriators are contractual(48).

Rien ne laisse supposer, par conséquent, que l'émergence de l'Etat minimal dans l'état de nature ne résulte pas d'une entente tacite.

Dans cette même veine, un autre critique de la main invisible, Alan Ryan, argumente que la théorie des droits naturels exige une coopération sociale assez poussée et ce, afin de garantir le respect des droits individuels (comme celui de l'héritage)(49). Pour qu'un droit soit considéré valide, il doit être respecté par tous les individus. A. Ryan suggère, par conséquent, que le droit "naturel" à la propriété soit issu de conventions sociales qui réglementent l'acquisition et la transmission de biens. Autrement dit, les individus s'entendent sur les modalités de la propriété et du marché et acceptent les contraintes qui peuvent ou ne pas découler de celles-ci. Toutes ces explications de l'émergence de l'Etat et du marché, que ce soit de la main invisible ou du contrat social, ont un élément en commun, une conception particulière de l'individu. Je reviens donc au thème qui sous-tend ce chapitre afin d'examiner comment une autre conception de l'individu peut mener à d'autres conclusions et apporter un autre sens aux concepts de liberté et propriété.

L'INDIVIDU ATOMISTE VS. L'ETRE SOCIAL

Charles Taylor apporte une critique très pertinente à la conception atomiste de l'individu de Nozick. Dans son article "Atomism", il réfère à deux conceptions de l'individu qui s'opposent, celle de l'individu autosuffisant (l'atomisme) et celle de l'individu en tant qu'être social(50). L'atomisme affirme la priorité de l'individu et de ses droits sur la société et implique l'autosuffisance des êtres humains à l'extérieur de la société(51). "Atomism represents a view about human nature and the human condition which (among other things) makes a doctrine of the primacy of rights plausible;"(52). C. Taylor soutient la deuxième thèse, selon laquelle l'individu est un être social qui ne peut s'épanouir et développer en lui les capacités aptes à le libérer sans l'apport de la société. Il critique la conception de l'individu de Nozick, argumentant que ce dernier fait abstraction de tous les éléments qui nourrissent la liberté individuelle(53).

A la théorie de la primauté des droits (l'atomisme) C. Taylor oppose un principe qui soutient une obligation de la part des êtres humains à appartenir à ou supporter la société(54). A son avis, les atomistes ne présentent pas une vision de la nature humaine capable d'édifier leur prémisses de base, celle de l'autosuffisance des individus(55). Il les contredit en argumentant qu'au contraire, les individus ne peuvent développer leur humanité que dans la société. "Living in society is a necessary condition of the development of rationality,...or of becoming a moral agent in the full sense of the term, or of becoming a fully responsible, autonomous being"(56).

Taylor évoque la sensibilité ("sentience") des êtres vivants (57). Les êtres humains diffèrent des animaux (qui sont aussi des êtres sensibles) en étant capables de jouir de la vie et de leurs capacités(58). Cette conscience de soi et de sa potentialité est une capacité qui exige le respect de la part des êtres humains et qui détermine la nature des droits individuels(59). Ainsi, l'attribution de droits aux individus se fait en fonction de capacités humaines particulières qui déterminent le contenu de ces droits et qui tiennent compte du statut moral de l'individu(60). Comme ces capacités humaines doivent être développées afin de donner lieu à l'épanouissement de l'individu, elles impliquent une responsabilité de la part de tous les individus(61).

Hence asserting a right is more than issuing an injunction.
It has an essential conceptual background, in some notion of
the moral worth of certain properties or capacities, without
which it would not make sense"(62).

Comment expliquer, par conséquent, l'attribution de droits hors de ce contexte(63)?

C. Taylor rappelle que certaines théories ultra-libérales accordent une importance absolue à la liberté de choisir son propre mode de vie, indépendamment de toute considération morale quant à la validité de ce choix(64). Dans le cadre de cette pensée l'individu peut ou ne pas

réaliser ses potentialités, n'ayant pas une obligation morale à se perfectionner(65). C. Taylor insiste sur le caractère véritable du choix posé en écrivant: "The view that makes freedom of choice this absolute is one that exalts choice as a human capacity"(66). Or, si le choix est une capacité humaine, celle-ci est à développer. Elle n'est pas "donnée" aux individus (comme le prétendent les ultra-libéraux), avec toutes les qualités, les aptitudes et les connaissances requises(67). Il croit donc que les théoriciens de la primauté des droits partent avec une notion (inavouée) de la nature/condition humaine et que leur théorie peut, par conséquent, être défaite avec l'argument que les individus ne sont pas autosuffisants(68). Les capacités humaines requièrent donc des conditions propices à leur développement. Le droit à la propriété ne suppose pas une capacité qui pourrait souffrir d'un manque de développement(69).

L'atomisme réclame la liberté individuelle de définir et de choisir des projets de vie. C. Taylor croit que le développement de cette capacité ne peut se faire que dans le cadre d'une civilisation capable de produire une identité - d'être libre, autonome et responsable - qui n'est pas fournie aux individus à la naissance(70). L'indépendance individuelle représente un long processus d'évolution, d'apprentissage et de croissance qui permet à l'individu de vivre en société tout en maintenant sa liberté et sa dignité. Poussant plus loin ce raisonnement, il écrit: "The free individual or autonomous moral agent can only achieve and maintain his identity in a certain type of culture"(71); d'où l'importance de garantir l'existence de la société en tant que condition à l'épanouissement des individus(72). Seul un Etat

peut assurer la continuité des conditions qui favorisent le développement des capacités humaines ainsi qu'une identité d'être libre et autonome(73). Par conséquent, "We must acknowledge an obligation to belong to this kind of society in affirming freedom"(74).

L'affirmation de certains droits implique alors des obligations de la part de la société(75). Il faut non seulement assurer mais aussi faciliter l'expression de ces droits(76). Nozick affirme qu'il ne peut donner suite à l'affirmation du droit à la propriété et à la liberté sans entraver la liberté et la propriété des individus. Or, comme il sera démontré dans la deuxième partie de ce travail, le principe qui sous-tend la théorie de Nozick (la possession juste) comporte des risques inhérents à son fonctionnement qui menacent la liberté individuelle.

Le concept de liberté représente alors pour C. Taylor la capacité de l'être humain de se connaître, de s'épanouir et de s'élever au-dessus de ses conditions d'existence immédiates. Dans ce sens, la liberté des individus est aussi (et peut-être surtout) un bien public ou commun dans la mesure où,

If realizing our freedom partly depends on the society and culture in which we live, then we exercise a fuller freedom if we can help determine the shape of this society and culture. And this we can only do through instruments of common decision. This means that the political institutions in which we live may themselves be a crucial part of what is necessary to realize our identity as free beings(77).

Dans cette optique, l'exercice de la liberté comprend l'élaboration d'une entente entre individus qui se rassemblent dans la sphère politique pour déterminer ensemble leurs conditions de vie(78). Il s'agit, à prime abord, d'une liberté essentiellement politique qui se manifeste dans des institutions démocratiques. Les conditions sociales de la liberté sont alors fondées sur la conscience et la connaissance de soi ainsi que (en partie) sur la définition de l'identité de l'être humain par la société(79). Il est clair qu'une conception a priori de la nature humaine influence grandement le type de société donné.

Une conception radicale de l'individu permet à Nozick d'élaborer une théorie de l'individualisme possessif dans un cadre social dénué de toute forme d'organisation politique et publique. Comme la liberté individuelle est conçue strictement en termes de propriété et ne réfère aucunement à une dimension plus large de l'être humain, il peut faire abstraction de tous les éléments qui nourrissent la liberté. C'est un peu comme si l'individu, ayant un minimum de droits, avait également un minimum de besoins (ce qui conduit à un minimum de droits, et ainsi de suite)(80). Nozick tente de clore la discussion en avançant la liberté négative comme seule forme de liberté capable de soutenir le droit à la propriété des individus. Or, ce qu'il néglige de mentionner est que même si l'individu ne souffre pas de contraintes externes de nature coercitive, celui-ci peut, néanmoins, être soumis à des éléments de contrainte profondément ancrés dans son psychisme qui entravent encore davantage sa capacité d'exercer sa liberté. Dans ce cas, peu importe si les conditions sociales sont propices ou non à l'exercice de la liberté, l'individu ainsi contraint ne peut agir librement.

Il paraît évident que l'individu propriétaire constitue le fondement de la théorie de Nozick. Tout découle du droit absolu à la propriété, même l'Etat minimal. Les rapports sociaux sont strictement marchands, l'idée étant que les rapports marchands sont caractérisés par l'objectivité et l'égalité entre les parties; ce qui permet aux individus de conserver leur indépendance et leur liberté d'action face aux risques inhérents à toute interaction avec autrui. N'étant guidé que par ses propres intérêts, l'individu propriétaire (à première vue) ne semble subir aucune contrainte externe de nature coercitive.

Nozick ne réussit pas à démontrer, cependant, qu'un Etat plus étendu menace effectivement le droit à la liberté. L'Etat peut porter atteinte à la propriété (ne serait-ce que par la taxation) mais il n'est pas clair que la liberté individuelle en soit pour autant limitée. Il définit la liberté de telle sorte que toute action, même involontaire, constitue une entrave à la liberté individuelle. Dans cette optique, l'individu ne doit jamais agir sous une impulsion autre que sa propre volonté. Une définition aussi étroite de la liberté ne peut évoluer qu'au sein d'une société où l'individu est la valeur première. Or, en suivant l'argumentation de l'auteur, il devient apparent que la propriété remplace l'individu comme valeur suprême. Par conséquent, la liberté individuelle est subordonnée à la propriété. En regardant de plus près le rapport étroit entre la propriété et la liberté dans la deuxième partie de ce travail, nous verrons comment les exigences de la propriété limitent l'expression de la liberté individuelle chez les individus non propriétaires.

DEUXIEME CHAPITRE: La théorie de la justice

Le premier chapitre illustre comment une conception très maigre de l'individu en tant que propriétaire permet à Nozick d'établir la primauté du droit à la propriété. Ce chapitre se penchera plus précisément sur la théorie de la justice et de la propriété dans laquelle il déploie les concepts de propriété et de liberté essentiels à la problématique. La théorie de la justice est basée sur le droit à la propriété, droit exclusif qui détermine la nature des rapports socio-économiques dans l'état de nature et qui représente l'objet et la mesure de la justice. En étudiant de plus près le rapport entre la propriété et la liberté, j'aimerais démontrer comment ces principes minent le droit à la propriété et à la liberté des individus en introduisant a priori des inégalités matérielles. L'argument principal qui sous-tend ce chapitre est que les principes qui fondent cette théorie comportent des risques considérables pour la liberté individuelle.

LA THEORIE DE LA JUSTICE ET DE LA PROPRIETE

Nozick appelle sa théorie de la justice et de la propriété "the entitlement theory", "entitlement" signifiant ce qui revient de droit à quelqu'un(81). La théorie de la justice et de la propriété énonce les principes fondamentaux qui régissent les procédures d'acquisition de la

propriété et détermine non seulement la répartition de la propriété dans l'état de nature mais aussi les structures économiques et sociétales qui en découlent. La propriété est alors l'élément central de la justice chez Nozick, le critère selon lequel il juge ce qui est "juste" ou non. L'application de la justice dépend, par conséquent, de facteurs présumés objectifs qui ont rapport avec l'acquisition, la transmission et la reproduction de la propriété et qui découlent de l'individu conçu en tant que propriétaire.

Selon Nozick, la propriété en tant que fondement de la justice ("justice in holdings") est historique⁽⁸²⁾. Il n'y a eu qu'une seule distribution de la propriété, laquelle remonte à l'acquisition originale de biens non déjà possédés. Prenons un exemple, la colonisation d'un territoire quelconque non occupé. Un navire rempli de futurs colons s'approche de la rive de ce territoire. Certains individus ambitieux se jettent à l'eau et arrivent les premiers sur la rive. Ils prennent immédiatement possession de vastes sections du territoire, laissant quelques terres à ceux qui sont restés dans le vaisseau. Puisqu'une distribution est jugée juste selon les moyens dont elle s'est faite, cette découpe originale du territoire constituerait la distribution originale de la propriété et serait considérée juste d'autant qu'il n'y eut pas contrainte, coercition ou fraude lors du processus d'acquisition.

La propriété originale réfère alors aux "biens" fournis par la nature et mis à la disposition des êtres humains. A ce stade de la civilisation (lorsque tout est en commun), les individus ont tous un droit égal à la propriété. Or, comme mentionné au premier chapitre de

ce travail, les capacités intellectuelles et physiques des individus varient. L'exemple de la colonisation démontre bien comment des facteurs tout à fait arbitraires (comme le talent ou l'ingéniosité) influencent la distribution des biens. A cet égard, Nozick ne perçoit aucune nécessité de compenser ceux qui n'ont pas été favorisés par le hasard. (Donc, ceux qui n'ont pas pu s'approprier une terre parce qu'ils ne savaient pas nager n'ont pas droit à ce bien.) Selon Nozick, les différences naturelles entre individus ne sont pas arbitraires d'un point de vue moral et ne peuvent être atténuées(83). Affirmer le contraire invite l'Etat à jouer un plus grand rôle dans la redistribution de la propriété puisque la distribution initiale serait perçue comme étant moralement injuste (étant le résultat de conditions d'acquisition moralement injustes).

John Rawls, une des grandes figures du libéralisme contemporain, n'est pas d'accord avec cette interprétation. Il écrit: "L'injustice la plus évidente du système de la liberté naturelle est qu'il permet que la répartition soit influencée de manière indue par des facteurs aussi arbitraires, d'un point de vue moral"(84). Il faut donc, à son avis, établir des conditions qui assurent une égalité de départ afin que certains individus ne soient pas désavantagés par cette distribution arbitraire de talents et de capacités(85).

La théorie de la justice légitime dès le début l'individu propriétaire qui agit indépendamment des autres. Elle consacre l'égoïsme de l'individu dans la promotion de ses intérêts, peu importe le résultat global de chaque action individuelle. Comme il n'existe pas une moralité pour dicter la "bonne" ou "mauvaise" marche à suivre,

l'individu n'a pas à se soucier des conséquences de ses actes d'autant que ceux-ci n'entravent pas la liberté des autres. La distribution de la propriété s'effectue donc dans un cadre d'action atomiste, où chacun agit pour soi.

La distribution originale des biens est alors spontanée. Elle ne s'adonne à aucun ordre prédéterminé qui assurerait à tous une part (même inégale) des biens mais suit plutôt le mouvement, les tendances naturelles des individus vers la satisfaction de leurs besoins.

Entitlement theory specifies a process for generating sets of holdings. The three principles of justice (in acquisition, in transfer, and rectification) [...] are themselves process principles rather than end-state principles of justice. They specify an ongoing process, without fixing how it is to turn out, without providing some external patterned criterion it must meet(86).

Cette distribution originale conduit à des inégalités matérielles qui posent des limites importantes à la liberté individuelle, inégalités présentes dans les fondements de la théorie de la justice.

La possession d'un bien est déterminée par trois principes concernant: 1) l'acquisition originale du bien; 2) la transmission du bien et 3) le redressement d'une injustice par rapport à un bien(88).

Le premier principe, expliqué ci-haut, est historique. L'acquisition originale des biens représente une distribution juste de la propriété dans des conditions moralement légitimes, où chaque individu était considéré capable de participer au processus d'acquisition des biens. L'acquisition d'un bien se fait également par le deuxième principe, c'est-à-dire, par la transmission d'un bien, soit par l'échange ou le don. Si l'acquisition originale était juste, la transmission du bien sera également considérée une procédure légitime. Ce principe est régi par les règles du marché, selon l'offre et la demande. Un individu peut disposer de sa propriété comme il l'entend. Rien ne l'oblige, par exemple, à léguer ses biens à ses enfants (même si ceux-ci risquent d'en souffrir). Le troisième principe sert à corriger une situation résultant d'une acquisition illégitime d'un bien (par exemple, le vol ou la fraude).

Nozick réduit sa théorie de la justice et de la propriété à l'acte d'appropriation d'un bien. Comme le suggère Onora O'Neill dans une étude de la théorie de la justice, cette dernière se préoccupe davantage des procédures qui entourent l'acquisition de biens que des conditions dans lesquelles s'effectue l'acquisition(89). Puisque le droit à la propriété est primordial, Nozick s'assure que rien ne puisse entraver l'acte d'appropriation; d'où la liberté quasi-totale qui accompagne la distribution originale de la propriété. Or, cette liberté même devient problématique pour l'individu car il est soumis au jeu du hasard. Des facteurs tout à fait arbitraires déterminent en grande partie la distribution originale des biens. Par conséquent, le droit égal à la propriété accordé à tous ne se traduit pas par la possession de biens

par tous car les conditions d'acquisition de la propriété excluent, dès le début, la majorité des individus. La théorie de la justice contient alors, dans un de ses principes fondamentaux, la source de l'inégalité matérielle des individus, elle-même fondée sur l'inégalité naturelle des êtres humains. Mais puisque Nozick accepte l'inégalité entre individus comme étant moralement légitime, les conséquences qui en découlent sont également acceptables.

L'INEGALITE

Une des conditions à l'appropriation élaborée par Locke et reprise par Nozick est: "that there be enough and as good left in common for others"(90). L'appropriation d'un bien ne devrait pas empirer la situation des autres(91). Nozick ~~soulève~~ le dilemme suivant: par rapport à quoi la situation des autres est-elle empirée(92)? Il n'est pas évident, à son avis, que l'appropriation empire injustement la situation des ~~autres~~ et même si c'était le cas, le libre cours du marché régularise l'acquisition et la transmission des biens de façon à ce que la condition de Locke ne soit pas transgressée(93). Il ajoute (et Locke est du même avis) que comme il existe une quantité finie de biens sur la terre, il est inévitable qu'à un moment donné, tous les objets non possédés soient appropriés(94). Mais ceci n'est pas considéré grave car tous peuvent bénéficier des fruits de la terre sans être propriétaires.

Ainsi, la personne qui cultive un vaste territoire et vend les aliments qu'elle produit à ses voisins agit correctement. La production

de biens dont une communauté entière peut bénéficier permet ce monopole de la terre. L'inégalité dans la propriété est alors justifiée, du moins en partie, par l'utilité et les bénéfices qu'elle engendre. Peu importe si un individu n'est plus libre de cultiver sa propre terre d'autant qu'il puisse se procurer des aliments à quelque part. Ainsi, la distribution de la propriété ne fait valoir aucun principe qui soutient le droit à l'autonomie de l'individu, même si c'est, justement, la propriété qui rend l'individu autonome et dont l'absence réduit ses options en le plaçant dans un état de dépendance vis-à-vis d'autres personnes.

Nozick ne soulève pas, non plus, le problème des individus qui profitent de leur propriété au détriment des autres, qui peuvent multiplier leur avoir tandis que les non-propriétaires éprouvent des difficultés à acquérir leurs premiers biens. L'absence d'une moralité commune crée une situation dépourvue de normes sociales pour réglementer le comportement des individus. Les contraintes causées par l'inégalité, c'est-à-dire, le manque de contrôle sur sa vie, l'assujétion au hasard et aux règles du marché par la nécessité, représentent le prix que doivent payer les individus non-propriétaires pour maintenir un droit absolu à la propriété qui ne s'applique même plus à eux.

En plus de cela, l'inégalité se trouve renforcée par le deuxième principe qui consacre l'exclusivité de la propriété par l'échange. L'échange de la propriété ayant lieu principalement entre deux propriétaires dans la sphère du marché, l'individu non-propriétaire est exclu de ce processus. Son statut ne change pas. (Je reviendrai sur cette question plus loin.)

La question des limites naturelles à la quantité de biens disponibles soulève le problème de la justice entre les générations. Le droit à la propriété dans la théorie de la justice est-il fixé historiquement? Si oui, la situation des générations postérieures à celle qui s'approprie les biens de la terre est déterminée d'avance, à moins que les formes de la propriété changent ou qu'il y ait un nouveau partage de la propriété. Ceci fige le système de propriété dans la rigidité et l'inégalité, d'autant plus qu'il est considéré par Nozick moralement juste et nécessaire car il correspond aux besoins fondamentaux des êtres humains. La moralité consiste, d'ailleurs, en l'absence de contraintes externes pouvant empêcher l'épanouissement économique de l'individu. Tout autre système de propriété est jugé incompatible avec les besoins de liberté de l'individu, ce qui suggère une vision très statique de l'être humain. Il n'admet pas qu'un autre système économique puisse maximiser davantage la liberté (telle qu'il l'a défini) et encore moins d'autres formes de liberté qu'il néglige, comme la liberté politique.

Vu l'importance que Nozick accorde à la capacité de choisir son propre mode de vie, avec le droit à la propriété et à la liberté correspondant, est-il juste qu'un groupe d'individus prenne une décision qui touche à tous les aspects de la vie des générations postérieures? Ont-ils le droit d'agir ainsi? Nozick évacue l'idée d'une obligation morale entre individus, obligation qui serait dictée par un sentiment de ce qui est juste ou non pour l'individu. La seule obligation qui existe dans l'état de nature est celle de respecter les droits des autres et les contrats, de ne pas poser d'entraves à la liberté économique de

l'individu. Elle est rendue inévitable par les conditions d'ordre social qu'exige la propriété privée.

Or, qu'en est-il de la responsabilité d'une génération vis-à-vis la suivante? Chaque génération doit, me semble-t-il, être garante de ses propres actions? Si la génération qui participe à la distribution originale de la propriété valorise le droit à la propriété et à la liberté, elle a le devoir de transmettre, non seulement cette valeur mais aussi les possibilités de la vivre, à la prochaine génération? Le droit à la propriété et à la liberté ne signifie rien pour des gens qui n'ont pas hérité la liberté de choisir et qui sont condamnés à vivre le choix des autres.

Dans un même temps, si les droits sont accompagnés de devoirs, ceux-ci ne sont-ils pas, avant tout, envers la génération présente? C'est à dire, avant même de songer aux générations postérieures, la première génération n'a-t-elle pas le devoir de s'occuper de sa propre population en assurant à tous accès à la propriété? Le problème qui se pose dans l'état de nature de Nozick est que les individus ont peu de droits et encore moins de devoirs. Il n'est pas clair que l'obligation qu'ils ont envers leur propre génération soit respectée, et encore moins transmise à la prochaine. Exceptionnellement, le droit à la propriété, de par son ampleur et son impact, comporte des devoirs importants, dont le respect de la personne et des biens d'autrui ainsi que le respect des contrats. Si nous considérons le droit à la propriété comme étant une valeur et plus précisément un bien public, il doit, par conséquent, être conservé.

Nozick doit poser le droit à la propriété comme une valeur s'il

veut en maintenir la suprématie et la permanence; sinon, pourquoi prendre autant de précautions pour s'assurer qu'il ne soit entravé? Si le droit à la propriété est considéré une valeur, il doit être vécu par le plus grand nombre d'individus possible, encore plus dans le présent que dans l'avenir. Une valeur aussi importante et imposante que celle-ci ne peut, moralement, être limitée à un groupe restreint d'individus. C'est injuste. Ceci implique, par conséquent, l'établissement de conditions socio-économiques (et politiques, si nécessaire) qui permettent aux individus l'exercice de leurs droits. Que les générations postérieures aient le droit ou non de recevoir cette valeur est une question secondaire au dilemme que pose la responsabilité de la première génération envers les suivantes (étant donné qu'on ne peut prévoir les conditions d'existence futures). Par ailleurs, qu'une valeur soit considérée un bien public suggère que ce bien est partagé par la majorité des individus et résulte peut-être d'une entente entre individus qui dépasse la coïncidence ou le hasard, qui serait plutôt le fruit de la nécessité. Sans le vouloir, Nozick ouvre peut-être la porte à la création d'une sphère publique, sinon politique.

Par ailleurs, si le droit à la propriété n'est pas fixé historiquement, il est vulnérable à la transformation de la propriété suite à l'évolution des besoins humains et des conditions d'existence. Il est encore plus menacé par les risques qu'il pose lui-même à la liberté individuelle, dans la mesure où il pourrait perdre sa légitimité devant les victimes de ses excès. Dans un tel cas (situation hypothétique), les individus non-propriétaires pourraient percevoir leur situation comme étant injuste et chercher une redistribution plus

équitable de la propriété. Quitte même à ce que le droit à la propriété soit aboli! Nozick affirme que les individus préfèrent sa théorie de la justice à d'autres formes de justice et de propriété mais il ne peut avoir la certitude qu'il en sera toujours ainsi.

Il écrit: "The crucial point is whether appropriation of an unowned object worsens the situation of others"(95). L'exclusion de plusieurs individus du processus d'acquisition de la propriété paraît alors non seulement inévitable mais acceptable. Or, ceci est tout à fait incompatible avec l'affirmation inconditionnelle du droit à la propriété. Comment Nozick peut-il réconcilier la perte d'autonomie qui accompagne la non-possession de biens chez certains individus à la liberté de mouvement et d'expression qui caractérise la propriété chez les autres? Il tente de justifier a priori la distribution initiale de la propriété, sachant qu'une telle distribution conduit à des inégalités légitimées et maintenues au détriment des non-propriétaires. Nozick fixe dans l'histoire un système économique basé sur l'exclusion de la majorité des individus des bénéfices de la propriété.

La capacité du marché à remplir les conditions de justice semble donc pour le moins discutable. L'auteur est très préoccupé par la question de la justice dans sa théorie. La distribution initiale de la propriété, les procédures du marché, le droit même à la propriété sont tous considérés justes. Si nous suivons la logique de Nozick, il n'y a pas d'injustice dans l'état de nature car le marché est issu de procédures moralement justes qui n'enfreignent pas les droits de la personne(96). Puisque la justice est étroitement liée au droit à la propriété et que celui-ci relève du domaine du marché, ce dernier

remplit les conditions de justice en garantissant la liberté individuelle. Voilà ce qui me paraît fort discutable car la justice n'entraîne pas nécessairement la liberté(97).

Nozick parvient effectivement à créer une société qui semble juste, mais seulement dans la mesure où le capitalisme est à la fois la source et la mesure de cette justice. Il emploie correctement le concept de justice défini en tant que l'absence de "arbitrary divisions between persons in assigning the rights and duties of social life"(98). Ce qui cloche est sa conception de la justice basé sur le droit à la propriété, droit qui engendre des inégalités arbitraires fondées sur des inégalités naturelles entre individus. Sa conception de la justice s'avère inadéquate dans la protection du droit à la liberté car elle surestime la capacité du marché de garantir ce droit. La justice dans la propriété ("justice-as-entitlement") n'en est pas vraiment une puisqu'elle fait abstraction d'autres éléments qui font également partie de la justice, tels le besoin ou le mérite(99). Elle est unidimensionnelle et axée, non pas sur l'individu lui-même mais sur l'individu propriétaire. La théorie de la justice tend donc vers la négation de l'individu lorsque ce dernier est dissocié du concept de propriété.

Alan Ryan suggère que l'argument (plutôt utilitariste) qui veut que le bien-être des individus justifie la distribution inégale de la propriété soit inacceptable(100). Il explique que Locke a résout cette question avec plus de facilité puisque ce dernier invoquait la volonté de Dieu. "[Locke] thought God had set the standards of the good life for man and had thus settled what it meant to say that private ownership

of land was justified so long as 'a good living' was as available as before"(101). Ceci n'impliquait pas, selon A. Ryan, la possession libre et perpétuelle d'un bien(102). Au contraire, "Nozick's universe has lost its creator; if, therefore, we complain that our freedom to acquire land has been taken away, there is no way of telling us that we have not really had our freedom curtailed"(103).

D'ailleurs, affirme Nozick, le concept d'égalité ne s'accorde pas avec sa conception de la justice dans la propriété(104). Même si l'idée de l'égalité des chances est tout à fait louable, les moyens nécessaires à son établissement impliquent soit 1) empirer les chances des uns ou 2) améliorer celles des autres (ce qui revient à empirer les chances de certains(105). Par exemple, il croit qu'une redistribution (même limitée) des richesses dans la société empire la situation de ceux qui doivent contribuer(106). Il refuse de reconnaître une égalité minimale des chances ainsi que la nécessité d'établir les conditions qui permettront aux individus d'exercer leurs droits, sous prétexte que cela constituerait une contrainte inacceptable sur la liberté individuelle. Il n'est pas évident, cependant, que la situation de certains individus serait empirée par une contribution forcée. Sans souscrire à un principe utilitariste, où la satisfaction du plus grand nombre est la règle, Nozick pourrait essayer de maximiser le nombre de propriétaires, ou du moins, les possibilités d'accéder à la propriété. Au fond, l'égalité minimale des chances n'est que cela, minimale. Elle n'implique pas la création d'un système d'aide sociale qui suit l'individu de la naissance à la mort. Il s'agit plutôt de créer les conditions qui favorisent en l'être humain le développement de capacités

qui peuvent (peut-être) lui permettre un certain degré d'autonomie. En consacrant l'inégalité des chances il fonde sa théorie de la justice sur une injustice.

Nozick explique qu'il ne peut garantir à l'individu le droit d'exercer ses droits fondamentaux car ce même droit entraînerait d'autres droits (entendre des obligations, des nécessités) à des choses qui permettent l'exercice d'un droit(107). "These 'rights' require a substructure of things and materials and actions; and other people may have rights and entitlements over these"(108). Il n'est donc pas question de procéder à une redistribution de biens déjà possédés. Ce serait moralement illégitime. Le droit à la propriété a préséance sur les besoins individuels et détermine les conditions d'existence des individus. Tout ce qui entrave le droit à la propriété, comme la redistribution, est écarté. En même temps, tout ce qui favorise l'apprentissage de la liberté chez l'individu, avec le développement d'un sentiment de responsabilité et d'appartenance que cela suppose, est évacué. Si le concept de liberté individuelle prend un sens plus large, comme celui que propose C. Taylor (au premier chapitre), les dispositions que prend Nozick à leur égard sont complètement inadéquates.

LA LIBERTE, LE MARCHE ET LE TRAVAIL

Dans un tel contexte, la liberté individuelle dans l'état de nature est menacée dès le début. Incapable de devenir propriétaire car exclu par l'acte d'appropriation, l'individu voit sa marge de manoeuvre dans

la sphère du marché fortement réduite. La distribution originale de la propriété transforme rapidement la nature de la liberté, laquelle n'est plus, dorénavant, limitée par la liberté des autres mais par la propriété privée. La liberté individuelle se voit définie par la propriété. Les conditions de liberté que nécessitait l'acte initial d'appropriation se retournent contre l'individu et favorisent les exigences du développement d'un système de propriété qui l'exclue. La liberté est alors intimement liée aux processus d'acquisition, d'échange et de production de la propriété qui n'existent que dans le marché. Il s'agit d'une liberté exclusivement économique, propre au marché capitaliste et déterminée par des facteurs supposés objectifs. L'individu non-proprétaire est, par conséquent, exclu du marché dans la mesure où il ne peut y participer à part entière.

Ceci ne signifie pas, cependant, que la non-possession de biens empêche les individus de contribuer autrement aux processus du marché. Leur présence est essentielle à la reproduction de la propriété en tant que capital. Le deuxième principe de justice, l'échange de la propriété, entre en jeu ici car ces non-proprétaires possèdent, en fait, une chose qu'ils peuvent faire valoir dans le marché, une force de travail qui assure la reproduction de la propriété. Ceci soulève la question du travail comme fondement de la propriété car si le travail appartient à l'individu, n'en découle-t-il pas automatiquement la possession des fruits de son labeur?

Au paragraphe 27 du Deuxième Traité, Locke établit clairement que l'être humain est propriétaire de sa personne et de son travail(109). Il écrit plus loin:

Thus the Grass my Horse has bit; the Turfs my Servant has cut; and the Ore I have digg'd in any place where I have a right to them in common with others, become my property, without the assignation or consent of any body. The labour that was mine, removing them out of that common state they were in, hath fixed my Property in them (§28)(110).

Ces passages suggèrent que l'acte d'appropriation, encore plus que la transformation de l'objet approprié, rend ledit objet propriété, malgré le "something that is his own" que l'individu rajoute à l'objet, et permet à un individu de s'approprier des fruits du travail des autres (111). Au stade primitif de l'état de nature de Locke, le travail justifie l'appropriation. Ceci demeure valable jusqu'au moment où changent les formes de la propriété (la conversion de celle-ci en monnaie). La transformation du mode d'appropriation et de la propriété modifie le rôle du travail dans la société civile de Locke dans la mesure où le travail ne constitue plus le fondement de l'appropriation mais devient plutôt partie du processus de reproduction de biens déjà appropriés.

Comme Locke, Nozick croit que le travail de l'individu lui appartient(112). Il remet en question, cependant, l'idée que l'individu puisse s'approprier automatiquement des fruits de son labeur(113). Ceci est important car si le travail donne lieu à la propriété, sa conception

de la propriété peut être remise en cause. Dans sa théorie de la justice, les origines de la propriété sont fondées dans l'acte d'acquisition qui a donné lieu à la distribution initiale de la propriété. Qu'il y ait ou non transformation du bien approprié n'est pas pertinent. Un propriétaire n'a pas besoin de travailler sur son bien ni même de s'en servir pour justifier son droit de possession. Il suffit qu'il ait acquis légitimement (selon les premier et deuxième principes) le bien en question afin de pouvoir en disposer comme il l'entend. Qu'un individu non-propriétaire transforme cet objet par son travail ne modifiera aucunement le statut du propriétaire. La valeur que l'ouvrier a produite n'a aucun rapport avec son travail et ne lui appartient pas. La relation entre propriétaire et non-propriétaires est alors tout à fait distincte de la question de la propriété. L'échange travail/salaire repose sur les conditions d'offre et de demande qui prévalent dans le marché. Le salaire n'a donc pas à être égal à la valeur produite.

En accordant à l'individu le droit aux fruits de son labeur, Nozick risque de miner les fondations du droit à la propriété basé sur le principe d'acquisition car l'acte d'appropriation ne justifierait plus la possession exclusive et permanente d'un bien. Le fondement de la propriété sur le travail entraînerait la restructuration des rapports économiques sur une base beaucoup plus égalitaire. Dans le cadre de ce nouveau rapport salarial, les non-propriétaires auraient droit à la valeur juste de leur travail.

Une des prémisses de base de la pensée libérale est que l'individu/sujet (responsable de son propre bonheur) est plongé dans des

rapports économiques posés comme étant objectifs. Cette prémisse sous-tend la théorie de Nozick, qui perçoit le marché comme étant un agent neutre qui transmet et coordonne des renseignements et des activités(114). Au sein de rapports marchands basés sur la suprématie de la propriété les individus affirment leur autonomie, leur être et leur devenir. Or, quand l'être de la personne est définie par la propriété et la liberté mais que cette personne est ni libre ni propriétaire, que devient-elle? Il est clair qu'elle ne peut s'exprimer dans le marché à titre égal aux propriétaires. Ayant évacué la sphère politique de l'état de nature et réduit la liberté à l'absence de contraintes externes coercitives, Nozick ferme la porte à la voie politique comme mode d'expression des besoins d'individus non-propriétaires.

Cela explique peut-être l'absence d'une dimension politique à la théorie de la justice de Nozick. Aucune mention n'est faite de la démocratie, comme si le marché suffisait et répondait à tous les besoins humains; d'où, semble-t-il, l'élimination des institutions politiques et des droits civils puisque ceux-ci deviennent inutiles. Effectivement, le marché remplit plusieurs conditions à la démocratie. Par exemple, il assure la satisfaction d'intérêts divers. Ses processus, basés sur des facteurs comme l'offre et la demande, paraissent plus objectifs que les processus politiques tels les élections ou le choix de candidats à ces élections. Le marché répond à des besoins individuels (de liberté, d'autonomie) au même titre qu'un système politique. Aussi, du moins initialement, aucune limite artificielle ne semble s'imposer à la participation des individus au marché tandis que des conditions sont

créées pour limiter l'accès de la majorité des individus à la sphère politique via le processus de représentation. La participation des individus à la sphère du marché est ainsi beaucoup plus directe que la participation politique. En élargissant la définition de la liberté pour inclure un droit à une représentation démocratique, Nozick permettrait aux non-propriétaires de manifester leur mécontentement et leur insatisfaction avec la distribution historique de la propriété. Or, il leur ferme cette voie en prenant pour acquis la capacité intarissable du marché d'accommoder les besoins présumés invariables des individus. Il ne prévoit aucun organisme capable de répondre aux revendications des gens qui s'opposent à une économie capitaliste. Il crée une société atomiste où l'action collective des individus au nom d'un bien commun est interdite par la valeur suprême de la propriété. Il nie en partant la volonté humaine d'effectuer des changements substantiels aux conditions de vie.

L'ubiquité du marché ne laisse que le travail comme mode d'expression de l'être et du devenir de l'individu, de son autonomie en tant qu'être libre et rationnel, capable de créer son propre bonheur. Or, l'individu n'est pas libre dans le travail. Il dépend du travail pour assurer sa subsistance dans un marché où le jeu du hasard détermine ses conditions de travail et son salaire, où la reproduction de la propriété en tant que capital est assujétie à des facteurs sur lesquels le non-propriétaire n'a aucun contrôle. Cet individu devient alors objet ou instrument dans la reproduction du système capitaliste. Il perd cette capacité, très importante selon Nozick, de vivre sa vie comme il choisit(115). Nozick écrit: "Only a being with the capacity to shape

his life can have or strive for a meaningful life"(116). Que fait-il, par conséquent, de ces individus qui ne peuvent mener la vie qu'ils voudraient à cause d'empêchements très concrets liés à un système économique trop rigide? Nozick semble prendre pour acquis que la voie de satisfaction de tous les besoins humains ne passent que par le marché. Il peut donc éliminer a priori la nécessité d'une redistribution de la propriété.

LA REDISTRIBUTION

S'il fallait adopter un principe de justice distributive, Nozick accepterait le suivant: "a distribution is just if everyone is entitled to the holdings they possess under the distribution.[...] A distribution is just if it arises from another just distribution by legitimate means"(117). Il remplace par ailleurs le terme "distribution" par l'expression "justice in holdings" ("holdings" signifiant propriété): ce qui illustre bien l'importance de la possession même du bien par opposition à la répartition de la propriété dans la société(118). La justice dans la propriété a rapport au droit primordial à la propriété ainsi qu'aux processus d'acquisition de la propriété élaborés dans les trois principes de justice. La justice n'est pas déterminée par un principe externe à la propriété, comme l'égalité des chances ou le droit à un minimum vital. Elle n'est pas définie par une moralité commune à tous les individus, ni par un principe d'équité selon lequel "il ne serait pas juste que...". La justice est procédurale. "A just distribution, Nozick will argue, is whatever distribution is brought about by the process of 'free' exchange"(119).

Nozick affirme qu'un Etat plus que minimal est illégitime car il transgresse les droits des individus. Il rejette un des arguments les plus importants en faveur d'un Etat plus étendu, celui de la justice redistributive et de la nécessité de l'Etat pour l'établir.

There is no central distribution, no person or group entitled to control all resources, jointly deciding how they are to be doled out. What each person gets, he gets from others who give it to him in exchange for something or as a gift(120).

Sous aucun prétexte donc l'Etat minimal peut-il procéder à une redistribution de la propriété.

Le troisième principe de justice, celui du redressement d'une injustice dans la propriété, n'est pas redistributeur et ne peut (ou ne doit) conduire à la redistribution. "If the set of holdings is properly generated, there is no argument for a more extensive state based upon distributive justice"(121). Il pourrait seulement y avoir redistribution s'il était démontré qu'il y eut effectivement injustice dans la distribution initiale mais comme ceci s'avère impossible à prouver, le principe de rectification ne sert qu'à corriger les injustices qui existent dans le présent(122).

Nozick se sert d'arguments libertariens pour justifier les limites de l'Etat(123). L'individualisme atomiste qu'il propose rend tout projet social incompatible avec les structures sociétales qui existent

au sein de l'état de nature. Les intérêts des êtres humains sont mieux desservis sur une base individuelle (où chacun s'en occupe à sa façon). Nozick suppose peut-être une incompatibilité inhérente (naturelle?) entre les intérêts individuels qui rendrait difficile la coopération sociale et, par extension, la conclusion d'un pacte.

Selon Locke, les individus à l'état de nature créent un pacte social pour mettre fin à l'insécurité qui menace leur personne et leur propriété(124). Ils acceptent que l'Etat impose certaines limites à leur liberté (celle, par exemple, de se faire justice) et à leur droit de disposer de leur propriété comme ils l'entendent (en les obligeant à payer des impôts). Cette intervention de l'Etat dans la vie publique et privée des individus n'est pas perçue comme étant coercitive. Les individus dans la société civile reconnaissent qu'un Etat plus que minimal agit en fonction de leurs intérêts. Ils s'entendent sur cette question et consentent à la solution proposée, c'est-à-dire, à la création de l'Etat.

Dans l'état de nature de Nozick, au contraire, l'Etat minimal émerge des processus du marché sans qu'il n'y ait jamais eu entente ni délibération sur les mérites d'un Etat plus que minimal. Il n'y a pas de consentement parmi les individus à cet égard, ni même, peut-on rajouter, y a-t-il consentement à l'émergence de l'Etat minimal par les processus du marché(125). Le processus de la main invisible implique une combinaison d'activités, d'initiatives et de décisions qui n'ont de valeur et de signification que pour l'auteur(e) et dont la fin n'est pas prédéterminée. L'agencement de toutes ces activités en une société de marché qui sauvegarde le droit à la propriété ne relève pas non plus

d'un consensus mais du hasard. Or, dans la pensée de Locke, le consentement est à la base de la légitimité de l'Etat. Pour que la redistribution soit considérée moralement acceptable et non coercitive, les individus doivent y consentir. Pouvons-nous en déduire que là où il y a consentement, il n'y a pas coercition?

La redistribution de la propriété à l'état de nature serait-elle coercitive si les individus y consentaient? Nozick dit que les individus ne voudront pas un Etat plus étendu, sachant que celui-ci va contre leurs intérêts(126). Cependant, il n'est pas évident qu'un Etat plus que minimal poserait des entraves inacceptables à la liberté individuelle. L'Etat peut même, par des politiques sociales, accélérer le processus vers une plus grande liberté pour tous. Sachant qu'ils peuvent améliorer leur sort, plusieurs individus opteraient peut-être pour une redistribution (même limitée) de la propriété. Ainsi, la redistribution n'est pas nécessairement coercitive, malgré les objections de Nozick.

Dans l'état de nature de Locke, les individus acceptent les limites que l'Etat impose à leur liberté individuelle pour retrouver une autre forme de liberté dans la sécurité de la personne et de la propriété. La création d'un Etat plus que minimal est, en quelque sorte, un risque calculé, le moindre mal si l'on veut. Ils acceptent une plus grande intervention de l'Etat comme étant moins pire que le non-interventionnisme radical, où la seule fonction de l'Etat (comme dans l'état de nature de Nozick) se borne à celle de la protection.

Cette notion même de "protection" est problématique. Selon Nozick, la protection est définie en termes négatifs, où les individus doivent

protéger leur personne et leurs biens contre une agression possible. Mais il se peut, et l'inégalité dans la propriété le démontre, que l'individu ait besoin de protection contre le système économique qu'elle érige. La redistribution de la propriété ne constitue-t-elle pas, en fin de compte, une forme de protection contre les excès du capitalisme? Si oui, ne peut-on pas justifier, par conséquent, une redistribution en fonction des besoins insatisfaits des individus non-propriétaires?

Le concept de redistribution n'a pas sa place dans la théorie de la justice puisqu'il n'y a eu qu'une seule distribution historique de la propriété. Les individus, détenant tous un droit égal à l'appropriation, se sont emparé des biens de la terre par goût. Or, le résultat très inégal de cette distribution initiale ne laisse voir aucun rapport entre les besoins des individus et la quantité de biens qu'ils possèdent. Nozick affirme par ailleurs que les besoins humains sont des marchandises au même titre que des biens matériels. Dans son article "Some Ruminations on Rights", Judith J. Thompson fait une distinction très claire entre les termes "needs" (des besoins humains dont la satisfaction est essentielle) et "wants" (qui ont plutôt rapport à des besoins secondaires dont la satisfaction n'est pas nécessaire)(127). Elle argumente que les besoins humains ne peuvent être considérés un bien de consommation(128) et propose une nouvelle forme de redistribution ayant rapport aux besoins des individus. Il ne s'agit pas d'établir une égalité matérielle mais plutôt de mettre en vigueur un principe d'équité(129). Dans la pensée de Nozick, cependant, l'équité est un concept inhérent aux processus du marché et n'a pas à être renforcée artificiellement.

LE MARCHE ET LA PROPRIETE

Nozick associe donc, a priori, le marché libre et la propriété privée; l'un ne va pas sans l'autre. Lieu de la production et de l'échange de la propriété sous forme de marchandises et de capitaux, le marché libre favorise l'individu propriétaire autonome. Il lui fournit une sphère d'action qui fonctionne sur la base de la liberté individuelle et qui s'autoréglemente selon l'offre et la demande. Aucun principe moral (comme l'équité) n'intervient dans les processus marchands sauf le principe que toute forme d'intervention est immorale. Non seulement le marché est-il perçu par cet auteur comme étant source du progrès humain à cause des innovations technologiques qu'il développe et qui améliorent les conditions de vie matérielles mais il contient, plus fondamentalement, les germes de la justice sociale. Cette justice s'assure sur la détermination libre de la distribution de la propriété dans des conditions présumées égales pour tous les individus. La seule forme de propriété considérée apte à promouvoir et à soutenir la liberté individuelle -définie en termes de liberté économique- est la propriété privée.

Telle que conçue par Nozick, la propriété privée trouve sa voie d'expression dans le marché libre. Elle ne peut être manipulée ou employée en vue de satisfaire à des fins fixées par des facteurs externes au marché. La propriété existe pour accroître la liberté individuelle des êtres humains et faciliter leurs échanges économiques. C'est pourquoi nous pouvons considérer cette notion de la liberté comme une forme de liberté strictement économique. Elle est déterminée

uniquement par la propriété et se manifeste par l'acquisition et l'échange de la propriété dans un marché libre. Dans un même temps, l'individu est également déterminé par la propriété, n'étant que propriétaire. L'interdépendance entre la propriété, le marché et la liberté paraît donc si prononcée, me semble-t-il, que sans l'un, l'autre ne peut exister. Cette impression qui se dégage de la théorie de la justice a beaucoup plus d'ampleur que l'idée d'une complémentarité naturelle mais non inévitable entre ces concepts; d'où, peut-être, un maillon faible dans la théorie de Nozick car il considère le marché la propriété et la liberté, des concepts tout à fait distincts, comme étant inséparables.

D'abord, pour Nozick, la propriété privée implique nécessairement un marché libre. Elle réfère à l'appropriation, à l'usage et même à l'abus d'un objet non possédé ou acquis par l'échange ou le travail, donc au statut du bien. La propriété privée est un type de propriété qui s'oppose à des biens communautaires ou publics par le fait d'appartenir exclusivement à un individu. Celui-ci peut en disposer n'importe comment, d'autant qu'il respecte les lois de sa société et les droits des autres individus. Dans le cadre d'une société libertarienne, cela implique le droit à l'appropriation privée des moyens de production et un minimum de réglementation. Comme dans la pensée libérale, le concept de propriété traduit une vision de l'être humain qui assume les responsabilités de sa condition, qui domine la nature en prenant d'elle ce dont il a besoin afin non seulement de survivre mais aussi de s'épanouir. La propriété devient alors l'outil du progrès de chaque individu. Elle est essentielle à son bien-être. Pour Nozick, la propriété est la seule cause du bien-être des individus.

Dans Anarchy, State and Utopia, la propriété apparaît initialement dans des conditions naturelles de liberté et d'égalité. Ce chapitre a démontré comment la théorie de la justice permet l'assujétion de la liberté individuelle aux règles du marché par la prédominance du droit à la propriété. Ceci est lourd de conséquences car la liberté du marché est intimement liée à la liberté individuelle. Toute réduction du degré de liberté individuelle et du nombre d'individus libres dans une société de marché conduit vers la désagrégation du marché lui-même. La propriété privée, menée à son expression la plus forte dans le laissez-faire économique proposé par Nozick, ne garantit manifestement pas la liberté individuelle. Si le marché libre est caractérisé par l'entreprise individuelle, et celle-ci découle largement de conditions engendrées par la propriété privée, l'exclusion d'un grand nombre d'individus des processus d'acquisition de la propriété mine les fondements du marché libre(130). Le problème des monopoles pose aussi avec acuité les limites du marché face à la propriété privée. Cette dernière n'est donc pas toujours générative d'un marché libre.

Dans un marché véritablement libre où la concurrence n'est pas réglementée, la position des propriétaires est déterminée par des facteurs arbitraires dont les ressources (matérielles et humaines), la force, l'offre et la demande et autres conditions du marché. Les propriétaires plus puissants sont en mesure d'accroître leur force économique et d'imposer leurs propres conditions. Ils acquièrent, effectivement, un pouvoir qui dépasse les bornes du marché, qui agit directement dans toutes les sphères de la société y compris la sphère privée. La concentration de ce pouvoir en quelques mains résulte en un

monopole de la propriété, cette dernière sous forme de ressources matérielles et de capitaux, et en un contrôle du processus de reproduction de la propriété. Le problème principal soulevé par cette création de monopoles est l'exclusion du pouvoir économique d'un grand nombre d'individus.

Le manque de pouvoir des non-propriétaires et aussi des petits propriétaires, entraîne inévitablement une perte considérable d'autonomie. Dans un marché libre, où la liberté individuelle est étroitement liée à la propriété, tout ce qui empêche l'individu de disposer de ses biens comme il l'entend réduit son autonomie, sa capacité de déterminer lui-même ses conditions de vie. La caractéristique fondamentale d'un monopole est justement la possession exclusive d'une chose (ici la propriété et le pouvoir). Un minimum de réglementation permet et maintient l'exclusivité de la propriété. Les limites du marché sont alors manifestes par son incapacité de contenir les activités monopolistiques des concurrents ainsi que de corriger les excès de pouvoir qui en découlent. Par conséquent, la liberté du marché se trouve gravement compromise par les monopoles qu'elle engendre.

Par ailleurs, le marché peut contenir des formes de propriété autres que privée sans pour autant être marqué par la coercition ou l'absence de liberté. Il n'a pas comme prérequis la propriété privée. On peut concevoir, par conséquent, l'échange de biens de nature non privés, soit communautaires ou publics, dans le cadre d'un marché libre. Le marché n'est, en fait, que le "véhicule" de la propriété, l'organisation plus efficace et plus avancée de la production et de la distribution de la propriété. Dans la mesure où "Tous les régimes

utilisent normalement le marché pour répartir la consommation de biens effectivement produits", il sert de cadre aux activités économiques des êtres humains(131). Le marché semble donc être le mode de distribution (des marchandises produites par une société) le plus efficace d'un point de vue administratif, que ce soit dans une société libérale ou une société socialiste(132).

Le libéralisme et le socialisme représentent deux points de vue idéologiques, deux approches différentes aux questions du marché et du rôle de l'Etat. En théorie, le libéralisme se veut beaucoup moins interventionniste que le socialisme. C'est-à-dire, il adhère au principe de la libre entreprise, principe qui consacre la liberté de l'individu de disposer de ses biens sans contrainte. Le socialisme, au contraire, reconnaît à l'Etat le rôle exclusif de gérer l'entreprise économique des individus, sous prétexte de mieux assurer la protection des droits individuels. Dans la pratique, cependant, ces idéologies débouchent sur diverses formes d'intervention gouvernementale dans la sphère du marché (notamment, la taxation, l'établissement de normes, des contrôles administratifs). Même le secteur privé dans un marché dit libéral n'est pas à l'abri de ces interventions. L'Etat libéral et l'Etat socialiste participent à l'administration de la production et de la répartition des biens de consommation.

En fait, les différences entre ces deux approches sont davantage théoriques que pratiques. Néanmoins, l'Etat socialiste semble assumer une part prépondérante de la responsabilité en ce qui a trait au qui, quoi, où, quand et comment de la propriété. Presque rien n'est laissé au hasard. L'individu exerce peu d'initiative dans l'élaboration de

projets économiques. L'Etat libéral contemporain influence la répartition de la propriété en tentant d'assurer à tous les individus un minimum de revenus; à part cela, la distribution de la propriété se fait largement à travers les mécanismes du marché. Il intervient aussi pour préserver les règles du marché libre et de la concurrence en faisant des lois anti-trust contre les cartels ou les monopoles, et même en réglementant des monopoles naturels (comme ceux du téléphone et de l'électricité). L'exemple du marché socialiste s'oppose à la limite au marché libertarien illustré par Nozick en démontrant que le marché lui-même n'est pas le seul mode de distribution de la propriété possible. Existente également d'autres modes de distribution efficaces qui jouent un rôle social important.

Je réfère ici à la famille et à la communauté. Les biens tenus par une famille sont de nature privés. La communauté possède des biens publics. Ces deux institutions sont respectivement des agents informels et formels de distribution de la propriété. Leur rôle social consiste en la formation et la transmission des valeurs qui soutiennent la société. La famille et la communauté représentent, en fait, le mode de distribution initial de la propriété. Elles ont précédé le marché et le gouvernement, et continuent, dans une certaine mesure, à transmettre des biens, comme les valeurs et la culture, qui favorisent l'épanouissement et de l'individu, et de la société entière. La communauté agit aussi comme mécanisme de justice distributive lorsque le marché et l'Etat ne suffisent pas. Bien entendu, ce ne sont pas toutes les valeurs sociales qui sont partagées par tous, et le marché produit également des biens dont la société entière bénéficie. Néanmoins, la famille et la

communauté peuvent servir de contrepoids au marché et au gouvernement comme agents de la distribution de la propriété car elles sont liées aux fondements mêmes de la société. C'est pourquoi, à mon avis, la question de la liberté est si importante par rapport au marché.

J'ai soulevé l'idée que la liberté dans le marché était intimement liée à la liberté individuelle. La liberté constitue un concept plus étendu et plus complexe que la notion de liberté individuelle (ie. économique) de Nozick car elle contient, me semble-t-il, des dimensions politique, sociologique et psychologique essentielles à sa constitution. Elle comporte, par conséquent, tous les éléments constitutifs d'une société. Ceci inclut alors des agents sociétaux tels la famille, la communauté et le gouvernement, qui jouent un rôle déterminant dans l'apprentissage et l'expression de la liberté. La liberté précède le marché, non pas en tant que droit naturel mais comme prérequis au marché libre. C'est-à-dire, le marché peut seulement promouvoir et développer la liberté s'il est fondé dans une réalité où la liberté individuelle existe concrètement. L'application de la liberté doit être insérée dans une pratique sociale car le marché ne possède pas les prérequis nécessaires au développement de la liberté. Il est incapable de former en l'individu les capacités qui lui permettent d'assumer le sentiment de responsabilité inhérent à la liberté. Il ne peut que fournir les outils principaux à l'autonomie matérielle. D'où l'importance de facteurs externes au marché dans la promotion et l'établissement de conditions qui permettent l'expression de la liberté individuelle.

Ces facteurs externes sont, plus spécifiquement, une sphère publique active ainsi qu'une communauté d'intérêts et de projets.

L'Etat ne doit pas nécessairement être omniprésent. La communauté peut assumer la responsabilité de promouvoir la liberté en la considérant une valeur morale et sociale indispensable au bien-être collectif. La liberté politique, perçue en termes de représentation et de participation à la sphère publique, est essentiellement publique. C'est-à-dire, elle concerne tous les individus, exige leur coopération et implique tous les intérêts d'une société donnée (particuliers et collectifs). Ce sont ces intérêts et projets partagés qui mettent en vigueur le principe de la liberté individuelle et en assurent la transmission comme valeur. Si la liberté précède le marché, c'est parce que la société elle-même lui est antérieure. La liberté n'est donc pas, avant tout, un fait économique mais plutôt un phénomène sociétal. Ainsi vue, elle échappe à la conception stricte de Nozick.

L'élargissement de la définition de la liberté en facilite l'accès tandis que la réduction de ce concept à une seule dimension provoque l'effet contraire. Il ne suffit pas d'avancer le principe ou la valeur de la liberté dans l'absence de conditions essentielles à l'exercice du droit à la liberté. Par ailleurs, la valeur de la liberté et la liberté sont deux notions distinctes⁽¹³³⁾. Nozick affirme le droit à la liberté de la propriété mais il ne respecte pas la valeur de la liberté. Il ne voit pas la nécessité de maximiser le nombre d'individus libres. Son idée d'une interdépendance entre la liberté, la propriété privée et le marché me paraît non seulement inexacte mais trompeuse dans la mesure où il ne considère le rapport entre ces trois qu'en faisant abstraction du reste de la société.

Il n'est donc pas évident que la propriété privée favorise, ni la

liberté individuelle, ni la liberté dans le marché. Elle ne garantit certainement pas à tous les individus le même degré de liberté. Elle constitue, néanmoins, un élément essentiel à l'indépendance des individus en les soustrayant de rapports familiaux et sociaux qui peuvent être coercitifs. La propriété représente alors un aspect nécessaire mais insuffisant de la liberté, la dimension matérielle qui permet à l'individu une plus grande indépendance vis-à-vis ses besoins et, surtout, vis-à-vis les autres individus. Elle demeure insuffisante de par son incapacité, dans le cadre d'une société de marché, de maintenir le principe de liberté individuelle qui sous-tend l'idée même d'un marché libre. Cette incapacité est due, principalement, au fait que la liberté individuelle ne se réduit pas uniquement à des considérations d'ordre économiques. Au contraire, la liberté est issue de toutes les sphères de la société. En négligeant ceci, Nozick fausse le rapport entre la propriété privée et le marché.

TROISIEME CHAPITRE: Critiques

CRITIQUE DE LA PENSEE DE NOZICK

J'aimerais, dans cette partie, me pencher sur la pensée libertarienne à partir de Nozick afin de faire ressortir quelques éléments à la fois explicatifs et critiques. Ceci nous permettra non seulement de remettre l'auteur dans un contexte idéologique plus précis qui éclaircira davantage les concepts qu'il emploie ainsi que les principes qui animent sa théorie mais aussi d'explorer quelques grands thèmes de la pensée libertarienne. Je réfère ici à l'individualisme, à la primauté de la liberté et surtout, au marché libre, caractérisé par un laissez-faire total. Le laissez-faire implique l'absence de lois qui réglementent les processus d'acquisition, de production et d'échange de la propriété. Dans un tel contexte (idéalement), le marché fonctionne sur la base de l'offre et de la demande et ces dernières sont largement déterminées par la concurrence entre diverses entreprises et entre individus. L'objet de cette partie sera donc aussi de démontrer comment la théorie libertarienne semble être soutenue par des postulats dont la véracité n'a pas été démontrée, c'est-à-dire, la supériorité du marché libre comme mode de régulation, l'efficacité du marché ainsi que sa capacité de solutionner le problème de la justice distributive.

Le premier postulat est celui de la supériorité du marché libre en tant que mode de régulation des rapports sociaux et économiques dans une

société libertarienne. Nozick soutient à partir de sa théorie de la justice que le marché est un agent neutre qui ne fait que transmettre les désirs et les besoins des individus dans un cadre d'échanges commerciaux strictement volontaires et objectifs. Les processus du marché sont perçus comme étant intrinsèquement justes et bons pour l'individu. Il est sous-entendu également que tous (dans telle société) partagent cette même vision du marché. Cependant, cette conception du système capitaliste comme étant la meilleure forme d'organisation socio-économique suppose que le marché fonctionne à un niveau optimal. Nozick croit que le rendement maximal du marché apporte des avantages incontestables aux individus, c'est-à-dire, un degré de liberté impossible à obtenir dans un autre système. Or, le niveau optimal du marché est celui où les individus sont les plus libres. A un tel niveau de fonctionnement, toutefois, le marché perd ses avantages par les coûts élevés (coûts humains, désagrégation de la société) qu'il entraîne. Effectivement, le marché tend vers l'inefficacité lorsque laissé entièrement à lui-même. Le fait qu'un des avantages du marché est la maximisation de la liberté individuelle n'implique pas que la liberté soit l'unique, ni le meilleur principe sur lequel fonder la régulation des rapports entre individus.

D'ailleurs, un système économique fondé sur le principe de la liberté individuelle devrait, normalement, favoriser et faciliter l'exercice de celle-ci. Chez Nozick, la liberté est présentée comme une dimension essentielle de la vie humaine, indispensable à l'individu et au marché. Elle apparaît surtout comme le mode de réglementation par excellence des rapports sociaux et économiques dans la mesure où le

droit à la liberté détermine la nature et les limites du comportement social. Cela fixe, par conséquent, ce qui est juste ou injuste selon l'unique critère de ce qui constitue ou non une entrave à la liberté individuelle. Un acte qui brime la liberté d'un individu afin de lui fournir de l'aide devient injuste. Autrement dit, la primauté du droit à la liberté impose à chaque personne l'obligation de respecter ce même droit, nonobstant les conséquences qui s'ensuivent. L'individu doit en tenir compte avant d'entreprendre une action qui risquerait d'entraver la liberté d'autrui. Il se retrouve alors devant un non-sens, où le soi-disant respect de la liberté mène à la désarticulation d'une société dite fondée sur le principe de la liberté mais en réalité dominée par la propriété.

Le deuxième postulat est alors celui de l'efficacité du marché. Il est vrai que le marché libre peut procurer aux individus des bénéfices certains, dont la liberté, l'indépendance et l'occasion de poursuivre leurs goûts. Le marché n'est jamais stationnaire. Au contraire, il y a un flux constant d'individus, de marchandises, de transferts et d'échanges. Dans certaines conditions, le système capitaliste s'accommode le mieux des exigences de l'individualisme libertarien. C'est-à-dire, il satisfait les besoins de la théorie libertarienne en étant fondé sur la liberté individuelle et l'initiative privée. Aucun autre système ne semble convenir aussi bien au concept de l'individualisme propriétaire. Or, le fonctionnement maximal du capitalisme implique, du point de vue de Nozick, un degré maximum de liberté individuelle. Ceci ne signifie pas le nombre le plus élevé d'individus libres mais une situation où le plus grand degré de liberté

possible au sein du marché a été atteint. Cette situation est également caractérisée par la priorité de l'indépendance du marché face à toute forme d'intervention externe qui ne résulte pas de ses propres processus. Comme je l'ai mentionné ci-haut, le fonctionnement maximal du marché entraîne des coûts importants. Ce sont ces coûts qui empêchent le système capitaliste d'accommoder avec efficacité les exigences de l'individualisme propriétaire en réduisant le nombre d'individus libres par la création de conditions très inégales d'existence. A mon avis, le capitalisme ne peut satisfaire les exigences de la théorie libertarienne (telle qu'illustrée par Nozick), fondées sur le principe de l'individu propriétaire libre, que lorsqu'il subit les corrections apportées à son fonctionnement par l'Etat. (Je réfère à l'Etat puisqu'actuellement, ce dernier en prend la responsabilité mais des associations ou groupes d'individus peuvent, et le font déjà, apporter d'autres corrections nécessaires). Cette incapacité de la part du marché d'assumer ses coûts fait partie, néanmoins, de la logique du système capitaliste (même si ce n'est pas productif à longue échéance).

Par opposition à un système économique basé sur des valeurs communautaires ou socialistes, le capitalisme valorise l'individu comme unité sociale de base. Il tend, semble-t-il, vers l'optique libertarienne car celle-ci définit l'être humain principalement par la liberté et la propriété et ces dernières sont des valeurs caractéristiques (mais non exclusives) du capitalisme. Effectivement, en tant que moteur du développement de la production (et reproduction) de la propriété comme marchandise et capital, le capitalisme a besoin de

l'individu. Les processus marchands, de par l'accent mis sur l'initiative privée, le contrat, le consentement et la liberté, sont fondés sur l'initiative privée. Or, pour fonctionner, le capitalisme ne requiert pas que chaque individu devienne propriétaire. Une minorité de propriétaires seulement suffit à assurer le fonctionnement du marché dans un cadre capitaliste. Ceci soulève le troisième postulat qui sous-tend la pensée de Nozick, celui de la justice redistributive.

On ne peut dissocier de l'individu la question de la justice distributive car le concept de propriété entraîne aussitôt des considérations d'ordre pratique, telles que "Qui aura quoi et combien?". L'efficacité du marché permet de résoudre le problème de la justice distributive par la production de masse. En principe, la libre entreprise et l'initiative privée mènent à la création et au développement de nouvelles richesses qui, suivant le principe du "trickle down effect", bénéficient à tous les membres de la société(134). Dans la pratique, cependant, seulement une minorité d'individus deviennent propriétaires et ont, par conséquent, accès à la liberté économique. Ceux qui sont exclus de la propriété souffrent d'un manque d'autonomie dans la sphère économique et d'une liberté individuelle limitée. Ceci contredit l'argument que le marché assure une justice distributive car, a priori, celle-ci est compromise par l'inégalité matérielle des individus. Même si le sens de la justice distributive n'implique pas une égalité matérielle rigide, elle suggère néanmoins que la richesse d'une société donnée soit distribuée équitablement. Il apparaît, dans l'état de nature, que plusieurs individus ne bénéficient pas de cette richesse.

L'approche théorique de Nozick a plusieurs défenseurs mais leurs arguments, toujours axés sur la protection de la liberté individuelle, soulèvent plusieurs questions. Eric Mack, théoricien libertarien, lie intimement le respect de la liberté à la non-coercition(135). Il évoque un droit naturel à la vie et à la liberté, droit qui exclut automatiquement toute forme de coercition(136). Ce qui intéresse particulièrement chez E. Mack est sa conception de la liberté. Il définit cette dernière en termes d'absence de consentement(137). Il écrit:

To enjoy liberty is not to enjoy everything or even everything worth enjoying. Rather, to enjoy liberty is to stand in a certain relationship to other persons. It is to be free of disruptions caused by other persons in the ongoing activities which constitute one's life(138).

Comme Nozick, E. Mack base le droit à la propriété sur le travail, la production ou l'échange dans des conditions non coercitives(139). Ayant défini la coercition en tant que l'absence de consentement(140), il peut donc affirmer que le principe de la non-coercition implique le respect de la propriété(141). Par conséquent, la cotisation pour l'assurance sociale représente une forme de coercition car elle attaque directement la propriété de l'individu sans le consentement de ce dernier(142). Cette critique est commune chez les libertariens. Il

s'agit ici, écrit-il, d'une "non-consensual deprivation of justly held possessions"(143). Cependant, l'individu qui se voit refuser plusieurs emplois (ie. les moyens de gagner sa vie) n'est pas victime de coercition car il n'a pas droit à l'argent de l'employeur(144). Ainsi, "failure to provide a person with some object never is coercive, never is a violation of liberty, while depriving a person of what he has acquired as an instrument of his purposes (without depriving another of an acquired instrument of his purposes) is always coercive, is always a violation of liberty"(145). Ceci me semble, pourtant, être en contradiction flagrante avec l'affirmation de l'importance d'assurer à l'individu une vie libre de toute forme d'intervention. E. Mack suit l'exemple de Nozick en mettant l'accent seulement sur ce qui risque d'entraver le droit à la propriété tout en négligeant d'autres formes de coercition qui causent autant, sinon plus d'entraves à la liberté individuelle.

Le refus de Nozick de reconnaître que sa théorie aboutit à la privation de la liberté pour plusieurs personnes est extrêmement difficile à réconcilier avec le respect de la liberté qu'il professe. D'un côté, son désir d'assurer à l'individu un minimum d'intervention externe de nature coercitive dans sa vie est fondé avec justesse sur la constatation des nombreuses contraintes que subissent les êtres humains dans l'élaboration et l'exécution de leur plan de vie. Or, aucun individu ne peut être absolument libre et détaché d'influences ou de facteurs qui risquent de déranger sa vie. Nozick doit, pour ce faire, constituer chaque individu en "îlot", l'isoler du reste de la société afin de minimiser toute interaction potentiellement coercitive. Ceci

résulte, de l'autre côté, en la formation de nouvelles contraintes qui limitent la liberté, même la liberté négative, des individus dans la mesure où la coercition gouvernementale qu'ils cherchent à éviter est remplacée par la coercition également pernicieuse du marché. Ce dernier contient une logique de fonctionnement qui, surtout dans un contexte libertarien, n'a pas comme but premier le bien-être de l'être humain. Les individus se retrouvent alors, malgré tout, empêchés de mener à bien leur projet de vie. Il n'en demeure pas moins la nécessité de garantir aux individus le respect de leur droit à la propriété. Mais le respect de ce droit doit être accompagné d'un respect égal du droit à la liberté individuelle, même si celle-ci ne peut être assurée sans porter atteinte à la propriété privée.

Or, il n'est pas question, pour Nozick, de solutionner les problèmes du capitalisme en s'attaquant à la propriété. Ceci serait fondamentalement injuste à l'égard des propriétaires qui détiennent légitimement, selon ses critères, leurs biens. Tout ce qui va à l'encontre des intérêts de la propriété devient alors de la coercition et le contraire de celle-ci, c'est la justice. E. Mack définit cette dernière par la possession de biens légitimement acquis(146). La distribution de la propriété dans des conditions de liberté égales pour tous, où chaque individu poursuit ses intérêts sans enfreindre les droits des autres individus, fait aussi partie de cette conception de la justice(147). Elle ne peut être injuste si aucun droit n'a été violé. L'absence de coercition se traduit donc, de façon semblable à Nozick, par le concept de "justice-as-entitlement"(148). Plus précisément, "Insofar as justice is the condition of persons' possessing that to

which they respectively are entitled, the call for liberty is also a call for justice"(149). La primauté du droit à la propriété est donc essentielle pour assurer, et le libre marché, et la justice sociale. Selon cette optique, la notion de la justice est naturellement intrinsèque au marché.

Inspiré par une conception lockéenne des droits de la personne, Mack émet un principe moral semblable à celui de Nozick: "Do not cross the boundaries defined by persons' rights"(150). Sa préoccupation principale est d'assurer à chaque individu une liberté contre toute forme de coercition externe. L'individu doit être absolument libre de choisir et cette liberté de choix n'existe que dans un marché caractérisé par le laissez-faire, où aucun individu ou groupe d'individus (via le gouvernement) ne peut lui imposer quoi que ce soit. La liberté individuelle qu'il préconise est si grande qu'elle exclut le droit à l'individu de participer à la détermination du type de société dans laquelle il voudrait vivre(151). Ainsi, l'individu n'est jamais contraint à participer à des activités ou à des relations sociales et demeure le seul auteur de toutes les décisions qui affectent sa vie et sa propriété(152). Ceci implique nécessairement une décentralisation absolue des processus décisionnels donnés dans une société(153). En même temps, l'individu est considéré libre de choisir de rester à l'écart de la société(154). Le problème de la justice ici est que dans une société libertarienne l'individu n'est jamais libre de ne pas y participer.

Nozick veut qu'un individu dans une société de marché soit complètement libre d'agir à sa guise, libre de toute contrainte.

Puisque l'Etat est considéré légitime dans le seul cas où il serait issu du consentement unanime de tous les individus, nous pouvons sans doute conclure que le marché provient également d'un même accord unanime. C'est-à-dire, il bénéficie au même titre que l'Etat de l'approbation générale des individus. Or, il ne paraît pas évident que non seulement le marché capitaliste soit accepté par tous mais que l'individu ait un droit de retrait dans une société de marché s'il préfère un autre type d'économie. Pourtant, si un individu est considéré libre dans le sens que l'entendent les libertariens, il doit pouvoir choisir entre le marché libre ou une autre forme d'organisation économique. La liberté de choix implique forcément la liberté de choisir un mode de vie non libertarien. Bien entendu, Nozick ne s'attend pas à ce que les gens remettent en cause la valeur du marché libre. Ce serait, selon sa logique, rejeter la liberté même, une véritable contradiction.

Néanmoins, nous pouvons remettre en question le caractère volontaire des transactions du marché(155). C.J. Nock est un critique de la pensée libertarien qui soulève l'idée que la participation des individus aux processus marchands n'implique pas un consentement tacite aux principes du marché libre(156). Il écrit: "It is not legitimate to infer consent merely from the fact that 'individuals engage in certain activities -irrespective of the way in which individuals themselves may understand what they are doing'"(157). En étudiant le modèle économique de Milton Friedman, Nock en conclut que l'Etat minimal proposé par Friedman impose les valeurs du marché et empêche les individus de les remettre en cause. En plus de menacer effectivement le droit de retrait des individus, il me semble que ceci suggère un élément de coercition

dans la nature des rapports au sein d'une société soi-disant plus libre, où le consentement des individus aux règles du marché ne peut être pris pour acquis. En effet, "To ensure that the use of the market actually indicates consent, a capitalist regime would need to incorporate a means whereby citizens could withdraw from the effects of the market whenever they deemed this to accord with their desires"(158). Le droit de retrait paraît alors inséparable du concept de liberté individuelle véhiculé par Nozick, malgré les problèmes que pose sa mise en vigueur.

Pourtant, en étudiant la conception du marché capitaliste de Nozick, de Friedman et de Mack, il devient apparent que les individus n'ont pas un droit de retrait. Ils ne sont pas libres d'adhérer ou non aux principes de ce type de marché(159). Dans le cas de Friedman, C.J. Nock en conclut que les individus doivent se conformer à des standards de vie déterminés par le système capitaliste et mis en vigueur par l'Etat(160). Cette situation amoindrit considérablement le degré de liberté dont jouissent les dissidents du système (ceux qui refusent le capitalisme libertarien ou veulent le modifier). A son avis, le rôle d'un Etat devrait être d'assurer aux individus "the conditions in which citizens are free to assume those obligations they wish to assume and able to avoid those they do not consider desirable"(161). Ceci implique, par conséquent, que les individus "have the opportunity to question the rules, values and institutions that dominate their socio-economic interactions"(162). C'est seulement ainsi que la participation aux processus du marché peut être considérée complètement volontaire, donc en accord avec le principe de liberté énoncé par les auteurs cités ci-haut(163). Ceci est important car il ne faut pas

seulement affirmer la valeur suprême de la liberté mais en assurer la pratique. Le droit de participer aux processus marchands via l'acquisition, la production et/ou l'échange de la propriété implique nécessairement le droit correspondant de retrait.

Il semble donc qu'une société de marché libertarienne ne peut maintenir le principe de liberté négative, selon lequel aucun individu ne doit subir de contraintes externes, sans l'apport positif de l'Etat(164). L'Etat est nécessaire afin de fournir une alternative aux citoyens qui se retirent de la sphère du marché. Nous pouvons concevoir, dans ce cas, une défense libertarienne de l'Etat providence, où l'Etat offre une compensation aux individus qui préfèrent rester à l'écart des processus marchands; en retour de quoi les individus ont une obligation politique envers l'Etat et respectent sa souveraineté(165). Cette mesure permettrait alors de maintenir le type de liberté individuelle que visent les libertariens, basé sur le consentement aux principes du marché et la participation volontaire. C.J. Nock contredit ainsi le rejet (qu'on retrouve chez Nozick et Mack) de toute forme de participation à l'élaboration d'un projet social(166). Les individus doivent donc jouer un rôle important dans la formation du type de société dans laquelle ils veulent vivre. Dans cette optique, la sphère politique me paraît essentielle à la mise en place des conditions nécessaires à la liberté. Pour que la liberté individuelle devienne un phénomène social, dont tous les individus sont responsables, elle doit comprendre une dimension politique. Ceci implique la participation de tous les individus.

L'argument principal qui se dégage de cette analyse est qu'une

société libertarienne ne peut se maintenir par ses propres principes. Elle nécessite l'intervention de l'Etat dans la sauvegarde des libertés individuelles car le capitalisme contient des éléments coercitifs qui obligent les êtres humains à y participer malgré eux(167). Ce dernier fonctionne de manière à ce que ceux qui n'adhèrent pas à ses règlements soient perdants. Autrement dit, le marché capitaliste est composé d'un engrenage complexe qui ne laisse pas de place aux éléments opposés. Mais l'Etat peut créer des conditions socio-économiques qui permettraient aux individus de se retirer complètement du marché tout en demeurant libres. L'attrape est que ceci soulève à nouveau le problème de l'intervention de l'Etat dans la vie des individus que les libertariens cherchent justement à éviter. C.J. Nock tente de contourner cet obstacle en ne définissant pas la liberté par rapport à la propriété.

La liberté consiste, à son avis, en la libre détermination des conditions d'existence de l'individu par lui-même. La propriété privée n'est importante que dans la mesure où l'individu choisit de s'en approprier ou de s'en servir, ou en a besoin. L'individu véritablement libre devrait, par exemple, avoir l'option de choisir un type de propriété communautaire dans un système économique autre que le capitalisme s'il le désire. Il doit surtout participer aux processus décisionnels dans la société s'il veut influencer d'une manière quelconque ses propres conditions de vie. Il me semble que les libertariens tels Nozick et Friedman partent avec une prémisse de base qui n'est pas du tout évidente, celle du consentement des individus aux principes du marché. Le concept d'utopie de Nozick incorpore,

cependant, cette notion de choix libre, lequel permettrait aux individus de choisir la société qui leur convient sans que cette dernière ne soit nécessairement capitaliste. Ceci laisserait alors la porte ouverte vers d'autres types de société possible. Il s'agit ici d'une argumentation distincte de celle qui parcourt sa théorie politique.

Le consentement des individus est pris pour acquis par ces auteurs. Cependant, il n'est pas suffisant d'affirmer que la participation au marché représente une approbation tacite de ses principes(168). Si "the idea of self-assumed obligations is a necessary corollary of the equal liberty principle", il faut assurer l'expression de la dissidence parmi les individus qui rejettent les principes du marché libre(169). La règle de l'unanimité vaut autant dans une société libertarienne que dans le cadre de l'Etat providence. Elle est même plus importante dans le premier cas car les libertariens fondent leur théorie sur le respect d'une liberté absolue. Comment justifier, par la suite, la coercition du marché par opposition à celle de l'Etat? Ils répondent que le consentement des individus aux principes du marché sous-tend une acceptation implicite des coûts et bénéfices du marché. Ce qu'ils ne démontrent pas est l'étendue de ce consentement parmi les membres de la société.

Deux autres critiques s'imposent maintenant. Elles se rapportent à la rationalité individuelle et à la concurrence(170). Contrairement aux dires des libertariens, "Consumers, far from being the rational satisfaction-maximizers required by the free market theory, display all sorts of economically irrational behavior (a tendency which, for example, advertising makes worse)"(171). Le comportement individuel

n'est pas toujours aussi facile à comprendre ou à prévoir que le supposent Nozick et peut être motivé par des raisons obscures, sans fondement rationnel manifeste. (Ceci expliquerait, par exemple, les actes auto-destructeurs auxquels se livrent certains individus.) Il n'est pas évident non plus que tous les individus soient toujours en mesure d'identifier ce qui est, ou non, en leurs meilleurs intérêts. Le marché libre n'opère donc pas dans des conditions optimales, où chaque individu fait ce qu'il/elle doit afin que tout se déroule "normalement". Le fonctionnement du marché est soumis à des comportements humains plus ou moins ordonnés.

La réponse des libertariens à cette critique est que c'est justement parce que les individus sont irrationnels qu'il faut un marché. La rationalité du marché permet l'organisation plus ordonnée et constante de l'activité principale d'une société libertarienne, l'économie. Ainsi, c'est le marché qui décide et non les individus. Autrement dit, le marché jette les bases de la société, établit ses structures réglementaires et en assure le fonctionnement. De ce point de vue, le comportement des individus est soumis aux processus du marché et non vice versa. Les libertariens peuvent maintenir, par conséquent, que le marché garantit le mieux la liberté individuelle puisque la rationalité humaine en est incapable.

Cette réponse, cependant, n'est pas soutenue par les faits. Il n'apparaît pas, dans la réalité, tant d'exemples concrets de l'ordre et de la constance du marché. Tout concourt, semble-t-il, à démontrer le contraire. Je cite, par exemple, les fluctuations du dollar canadien pendant le débat sur l'accord du lac Meech. La réactions des

investisseurs internationaux devant tout semblant d'instabilité politique. Où est, ici, le comportement raisonnable et ordonné de l'individu propriétaire? Il a été établi ci-haut que l'efficacité du marché capitaliste était contrebalancée par des coûts humains et sociaux considérables. L'ordre dans le marché peut, à la limite, être maintenu mais seulement en faisant abstraction du reste de la société. En fait, le marché subit les soubresauts qui accompagnent les changements dans la société. Il est forcé de s'accommoder à ces changements, ce qui en dit beaucoup sur sa capacité d'adaptation. Le marché suit le mouvement de la société, et non vice versa. Il s'ajuste parce qu'il doit le faire, au nom d'une soi-disant efficacité vide de sens. L'exemple de la condition féminine est intéressant car il révèle que même après plusieurs décennies de lutte, même après que le discours féministe soit enfin devenu plus courant, le marché résiste encore à la participation des femmes à titre d'égaux. En Allemagne de l'est, celles-ci (avec les immigrants) sont les premières victimes de l'instauration du marché capitaliste.

Il est donc clair que le marché, loin de stabiliser les structures sociétales contre l'irrationalité des êtres humains, reflète cette même irrationalité. Il la reproduit au sein de ses propres processus car ce sont les individus qui décident et non le marché. Ce dernier n'est pas un agent neutre qui agit indépendamment de toutes considérations morales. Ses processus sont déterminés par les individus et ceux-ci subissent l'influence de leurs idées, de leurs cultures, de leurs valeurs et de leurs préjugés.

Par contre, même si chaque individu agissait de manière conforme à

la rationalité voulue par les libertariens, est-il certain que le résultat de toutes ces actions "correctes" reflèterait le même degré de rationalité? Ou est-ce que: "(...) le résultat des décisions prises par plusieurs individus isolément [serait] pire pour tous qu'un autre type d'action - même si, en prenant comme donnée la conduite des autres, la décision de chaque personne est parfaitement rationnelle"(172)? Il ne me paraît pas du tout évident que des décisions prises individuellement, paraissant fort raisonnables, conduisent automatiquement au bien-être général(173). Ceci soulève le phénomène de la rationalité individuelle et de l'irrationalité collective, où la généralisation de certains actes individuels qui, en soi, ne posent pas de problème à l'ensemble de la société, peut menacer le bien-être collectif(174). Prenons un exemple, celui de la protection. Qu'une minorité d'individus achète une arme à feu pour se protéger pose un minimum de risque à la sécurité des autres (non armés). Si, par contre, tout le monde décide de s'armer, la situation est beaucoup plus inquiétante. Cette recherche de la sécurité ne peut qu'être source d'insécurité. D'où l'irrationalité, l'absurdité même. L'idée qui sous-tend ce raisonnement est que même si on a confiance en soi-même, on n'a pas nécessairement confiance en les autres. La généralisation de certains actes nous fait craindre l'irrationalité des gens. J'ai donné un exemple où le comportement humain peut ou ne pas être considéré rationnel. Dans le cas de l'automobile, il est très "normal" que chaque individu prenne sa voiture pour se rendre à son lieu de travail. Or, le résultat de chaque action individuelle est la pollution de l'air et du bruit, nuisible à la santé de tous. La rationalité qui sous-tend une action pourtant inoffensive

sur la plan individuel est contrebalancée par les effets pernicioeux de ses conséquences. Ceci contredit l'argument des libertariens, lesquels prétendent que la rationalité individuelle se traduit par une rationalité collective et assure le bien-être de tous les membres de la société. D'autant plus que les individus ne sont pas toujours rationnels. Comme mentionné ci-haut, l'irrationalité humaine se reflète dans la marché comme dans la société.

Le traitement de la question de la concurrence met aussi en cause la conception libertarienne du marché. En effet, le marché capitaliste n'est même pas considéré véritablement concurrentiel car il tend vers la formation de monopoles(175). Une des caractéristiques principales du marché libre est la concurrence. J'entend ici par concurrence la rivalités des intérêts qui concourent dans le marché. Idéalement, la concurrence maintient l'intégrité du marché et assure son fonctionnement en réglementant l'ensemble des activités économiques. Or, parce qu'un régime de libre concurrence conduit inévitablement vers la formation de monopoles à cause du pouvoir économique qu'acquièrent les plus puissants propriétaires, l'absence de concurrence qui en résulte mine les fondations du marché libre. Dans la théorie de la justice de Nozick, la prédominance du droit à la propriété liée à l'absence de contrôles judiciaires et/ou gouvernementaux mène progressivement vers la création d'un monopole de la force à cause du caractère particulier de la protection en tant que marchandise. Le fondement principal du marché libre, c'est-à-dire la poursuite indépendante des intérêts de chaque individu, est renversé par la mise en vigueur de ce même principe. La rationalité instrumentale des individus qui permet l'acquisition, la

production et l'échange de la propriété a comme résultat d'empêcher un grand nombre d'individus d'acquérir des biens. Cette même rationalité détruit les conditions propices à son existence. Dans un même temps, Nozick nie que des monopoles puissent se former pour des marchandises autres que la protection. Il suppose que les mécanismes du marché suffisent pour contenir toute expansion monopolistique indésirable et que les monopoles qui pourraient exister sont acceptables. En écartant ainsi la question des monopoles, son traitement du marché demeure incomplet.

Il est important, par conséquent, d'établir des conditions qui assurent une concurrence stable et équitable entre les diverses parties qui opèrent dans la sphère du marché. Ces conditions devraient permettre aux individus de se faire concurrence sur un pied d'égalité, l'idée étant de réduire autant que possible l'écart socio-économique qui sépare les parties concurrentielles. Le droit à la propriété ne doit pas déséquilibrer les processus du marché jusqu'au point de les rendre inopérants. Ceci soulève la question suivante: peut-on toucher à la propriété et au marché sans poser trop d'entraves à la liberté individuelle? La réponse de Nozick est claire là-dessus. Toute intervention dans les processus du marché et de la propriété menace les libertés individuelles et est, par conséquent, immorale. Les défauts du marché capitaliste doivent alors être acceptés comme étant les coûts inévitables d'un système autrement efficace et équitable. Il me semble, cependant, qu'une conception de la liberté individuelle qui englobe le besoin d'épanouissement personnel de l'être humain implique une forme d'intervention pour le moins limitée dans les

processus du marché. Il faut, effectivement, toucher à la propriété si on veut garantir la liberté individuelle.

Un des aspects les plus marquants du système capitaliste est son incapacité à fournir aux individus certains biens essentiels à leur bien-être tout en produisant une quantité innombrable de marchandises de qualité parfois fort douteuse.

The market mechanism cannot provide certain goods which are in everyone's interest - a decent urban environment, pollution-free air, public transportation, parks - goods which lack an attractive profit angle. And the goods which it does provide - think of television shows - tend toward mediocrity, since competition and the advantages of producing for the largest market possible encourage firms to cater to the common denominator of the population. The only culture is that of mass production(176).

En effet, que le marché libre tende vers la production de biens inutiles ne constitue pas en soi un problème majeur (quoique ceci puisse être remis en question) s'il peut continuer de produire en même temps des biens essentiels. L'important est de sauvegarder la liberté de choix des individus, même si les choix en question sont discutables. Il vaut mieux choisir parmi vingt différentes marques de crème solaire que

d'être obligé d'acheter le seul produit disponible. La gravité de la situation réside dans le fait que la production de la plupart des biens sur le marché est déterminée par la recherche du profit et que les marchandises qui rapportent le plus de profit ne répondent pas toujours à des besoins humains réels. Il y a donc une prolifération d'objets inutiles sur le marché, au détriment de biens essentiels abordables et de bonne qualité.

Nous pouvons concevoir par conséquent un type de marché autre que capitaliste (avec ou sans intervention gouvernementale). La planification de la production des biens, déterminée par une évaluation des besoins des individus, est essentielle au marché. Il y a toujours quelqu'un, à quelque part, qui décide de ce qui sera produit et en quelle quantité. Ce choix est rarement exercé par l'individu lui-même. Que ce soit dans le capitalisme ou dans un autre système économique, d'autres instances comme l'Etat, la communauté ou la famille prennent la responsabilité d'assurer la production et la distribution des richesses de la société.

C'est alors l'efficacité même du marché capitaliste qui lui nuit dans la mesure où elle engendre des coûts humains et sociaux qui portent atteinte à son fonctionnement. La tendance du marché à ignorer ces coûts exacerbe le problème et oblige le gouvernement à y apporter les rectifications nécessaires(177). Entretemps, la majorité des individus profitent des bénéfices du marché tout en assumant les coûts. La liberté de choix dont nous profitons si largement provient en partie de l'épuisement de nombreuses ressources naturelles irremplaçables. La réglementation gouvernementale met un frein dans certains cas à

l'agressivité du marché (songeons au contrôle des loyers) mais son absence se fait sentir dans autres domaines (par exemple, celui de la pollution industrielle). C'est donc en remettant en question l'efficacité même du marché que nous répondons à l'argument que le marché libre fondé sur la propriété privée est le plus efficace(178).

Les libertariens comme Nozick tendent à écarter ces arguments, insistant que "freedom is not restricted, and rights are not infringed, by 'circumstances', but only by deliberate human acts"(179). Nous ne pouvons pas, selon ce raisonnement, attribuer au marché la responsabilité de ses défauts car celui-ci est absolument neutre. Ce sont les individus qui pervertissent alors le capitalisme, qui réduisent la portée de ses bénéfices. Nozick fait donc abstraction du cadre sociétal dans lequel fonctionne le marché et néglige, par conséquent, le fait que ce dernier a des effets concrets sur la perception des biens et des services ainsi que sur le comportement des gens(180). Par exemple, le marché ne devrait pas discriminer entre hommes et femmes, mais la réalité est toute autre. La commercialisation de certains biens (comme le don du sang) démontre comment l'attitude des gens est affectée et aussi comment l'acte de commercialiser un bien quelconque peut intervenir dans la vie privée(181). La commercialisation des droits dans la théorie de Nozick illustre bien ce dernier point; le principe de la compensation qui accompagne toute violation des droits de la personne insinue que les droits sont sujets au marchandage(182). Nous pouvons en conclure que: "A market can interfere with people, and may reasonably be said to violate their rights"(183). Dans cette perspective, il est clair que les droits individuels ne sont pas toujours respectés par le

marché, ce qui n'implique pas pour autant la négation de l'apport positif du système capitaliste. Il est question, au contraire, de nuancer le rapport qu'établit Nozick entre le marché et la propriété, entre le marché et la liberté.

Il n'y a pas, par conséquent, "de relation essentielle entre le recours à la liberté du marché et la propriété privée des moyens de production"(184). Le marché et la propriété sont des formes. Le contenu réel de ces concepts est déterminé, positivement ou négativement, par les individus qui les manient. Selon leur perception de l'individu, des besoins humains, de la moralité et de la justice, une certaine conception du marché et du type de propriété correspondante se dessine. Nozick part avec un principe en tête, celui de la propriété privée. Il s'agit, pour lui, de concevoir le type de société le plus favorable à la mise en vigueur de ce principe, nonobstant les conséquences qui en découlent. Le capitalisme dans sa forme la plus extrême, le laissez-faire, ainsi que la propriété privée s'avèrent être, à ses yeux, non seulement compatibles mais aussi spécialement adaptés au concept de liberté. Sa conception de la justice englobe donc nécessairement la protection du droit à la propriété.

CONCLUSION

L'objet de cette thèse était d'étudier les concepts de propriété et de liberté chez Robert Nozick dans le cadre de la pensée libertarienne. Ces deux concepts justifient l'absence de toute forme d'intervention externe dans les processus du marché capitaliste. C'est un laissez-aller économique complet qui exclut même l'ingérence de la part des individus. L'auteur affirme donc en partant la priorité de l'individu et de ses droits dans un cadre théorique qui comprend déjà certaines présuppositions. Il prend pour acquis la supériorité du marché comme forme d'organisation et de distribution des ressources dans la société ainsi que sa capacité de produire et maintenir une justice sociale. Il suppose également que l'être humain est solitaire, indépendant et capable de se développer sans l'apport d'une communauté quelconque et que, par conséquent, la liberté est donnée à l'individu et non acquise par la culture, les traditions et les valeurs d'une société(185). Dans cette optique, la propriété privée est perçue comme étant inhérente à l'individu et au marché.

L'individu propriétaire est au centre de la théorie de Nozick. Libre et rationnel, il n'a qu'un seul droit, celui à la propriété et à la liberté que lui procure la propriété. Il existe dans une société atomiste, dont chaque être humain constitue un membre distinct et séparé des autres. L'individu est effectivement souverain et ses droits,

inviolables. Il est propriétaire non seulement par nécessité d'assurer sa survivance mais aussi parce que la propriété lui permet d'affirmer sa liberté. La possession de biens privés implique que chaque individu poursuit ses intérêts indépendamment des autres, dans un cadre sociétaire où toute ingérence dans les affaires d'autrui est strictement interdite. Les rapports sociaux qui en résultent sont alors basés sur le modèle du marché. C'est-à-dire, ils sont présumés volontaires et objectifs. Cette société de marché est toutefois précédée par un état de nature dans lequel l'acquisition de biens non possédés crée des conditions d'existence marquées par l'insécurité de la personne et de la propriété.

L'insécurité conduit, plus précisément, vers l'émergence d'un Etat minimal responsable de la protection des droits individuels. Nozick explique l'émergence de cet Etat par le biais du marché afin non seulement de soutenir la primauté de la propriété et de la liberté mais afin aussi de créer un Etat qui soit moralement légitime. En passant ainsi par les mécanismes du marché, l'Etat ne viole pas les droits des individus. La protection est alors une marchandise particulière qui permet à l'agence qui en détient le monopole de devenir un Etat minimal. Dans ce contexte, les conflits entre individus sont réglés par des procédures juridiques imposées par l'Etat, procédures qui respectent l'intégrité de la personne et de la propriété. La société de marché paraît alors être issue des processus de la main invisible, dans la mesure où chaque individu, en poursuivant ses propres intérêts, parvient à créer et à maintenir un marché libre. Le marché détermine donc, a

priori, l'exclusivité du droit à la propriété et la nature de la liberté individuelle qui en découle. Ceci est consacré par la théorie de la justice et de la propriété élaborée par Nozick.

Selon cette théorie, la première distribution de la propriété est arbitraire et historique, et remonte à l'acquisition originale de biens non déjà possédés. Cette distribution subit l'influence de facteurs naturels qui varient chez les individus, dont la force ou l'astuce. La répartition résultante de la propriété s'avère alors fort inégale mais juste puisqu'elle remplit la condition de justice établie par Nozick. Il n'y a pas eu de coercition lors du processus original d'acquisition, ainsi aucun individu n'a été lésé dans ses droits. Les trois principes de la propriété (concernant l'acquisition originale d'un bien, la transmission de ce bien ainsi que le redressement d'une injustice par rapport à un bien) confirment le statut inégal des individus, c'est-à-dire, les différences entre propriétaires et non-propriétaires et posent, par conséquent, des limites importantes à la liberté individuelle. La problématique qui sous-tend ce travail trouve donc sa confirmation dans la théorie de la justice de Nozick. Effectivement, dans le cadre du marché capitaliste, l'expression de la liberté individuelle est soumise aux exigences de la propriété.

Plus précisément, le marché libertarien envisagé par Nozick accorde la primauté au droit à la propriété et la liberté individuelle découle de ce droit. L'exclusivité de la propriété, suite à sa répartition originale, transforme la nature de la liberté et en détermine le contenu. Autrement dit, la liberté si nécessaire à l'acquisition de la

propriété est vite renversée par le besoin d'assurer la production et l'échange des biens acquis. La liberté négative des individus, conçue en tant que l'absence de contraintes externes, est redéfinie en termes strictement économiques et s'exprime dans des rapports marchands qui n'ont lieu que dans la sphère du marché. Comme elle est intimement liée à la propriété, il devient inévitable que les propriétaires jouissent d'un plus grand degré de liberté que les non-propriétaires. La théorie de la justice de Nozick crée alors des inégalités qui menacent ses fondements et son objet même.

La théorie de la justice vise essentiellement à établir une situation juste à l'égard des individus. C'est-à-dire, l'individu étant conçu en tant que propriétaire libre doit vivre dans des conditions qui favorisent l'expression de ses droits. La justice selon Nozick est fondée sur le besoin fondamental de l'individu de vivre sans les contraintes qui entravent sa propriété et sa liberté. Tout ce qui est contraire aux intérêts de l'individu est immoral, donc injuste. Or, les inégalités matérielles inhérentes à la théorie et renforcées par celles-ci créent une injustice fondamentale, celle de miner le droit pourtant essentiel à la liberté et à la propriété. Les conditions à l'établissement de la justice ne sont pas maintenues, sous prétexte qu'assurer aux individus un accès à l'exercice de leurs droits entraîne la violation des droits de certaines personnes. Nozick peut, par la prédominance des rapports marchands, avancer que cette injustice n'en est pas vraiment une puisqu'elle découle de conditions initialement neutres qui demeurent objectives. Autrement dit, le marché constitue

pour lui la mesure de la justice. Il ne peut non seulement contenir des éléments d'injustice mais être génératif d'injustices.

VERS UNE NOUVELLE CONCEPTION DE L'INDIVIDU

En élargissant la définition de l'individu qu'apporte Nozick, en lui donnant plus de substance, les concepts de propriété et de marché peuvent être modifiés en des termes beaucoup plus compatibles avec la liberté individuelle. Autrement dit, une conception plus humaniste de l'individu peut conduire à une vision plus positive du marché (et des formes de propriété correspondantes) qui tend à maximiser le plus grand degré de liberté possible pour tous les individus. Si, par exemple, nous adoptons la conception de l'être humain en tant qu'être social avancée dans la première partie de ce travail, il est apparent que cet individu a des besoins fort différents et beaucoup plus complexes que ceux de l'individu propriétaire.

Il éprouve le besoin de vivre avec les autres membres de son espèce dans un cadre sociétal où l'individualité se mêle au collectif, où le respect de la personne est pratiqué. L'être humain n'est pas solitaire. Il ne peut développer sa personnalité, son individualité sans l'apport essentiel de la société, c'est-à-dire, sans sa famille, sa communauté et sa culture. Seulement en se comparant et en s'opposant aux autres peut-il affirmer sa propre identité et sa valeur. Il est capable, également, de conserver son individualité dans une société qui encourage l'expression libre du soi tout en maintenant la cohésion du

tout social. Autrement dit, les exigences de l'individu sont compatibles avec celles de la collectivité car les deux forment un tout. Ils sont interdépendants. Dans ce sens, le concept de liberté ne s'applique pas seulement à l'individu mais à la société entière.

L'individu n'est véritablement libre que lorsqu'il est affranchi de tout ce qui entrave son épanouissement, que ce soit un obstacle interne ou externe à sa personne. Loin d'être le seul responsable de sa liberté, il partage avec les autres membres de la société la responsabilité du développement et du maintien de la liberté. La liberté constitue alors une valeur collective. Nous ne pouvons faire abstraction du cadre sociétal qui entoure l'individu et prononcer tout simplement celui-ci libre. Au contraire, la capacité d'être libre se développe progressivement au sein de rapports non seulement économiques (comme l'affirme Nozick) mais aussi sociaux et politiques fondés sur le consentement et l'absence de coercition brute. Il demeure toujours une forme de coercition nécessaire au maintien de l'ordre, coercition intériorisée par les processus de socialisation et qui peut être perçue positivement en tenant compte des bienfaits de la civilisation. Ainsi, l'être humain ne peut être libre s'il est détaché du reste de sa communauté car la liberté ne se vit pas seule mais s'exerce en rapport avec autrui.

Les rapports sociaux qui entourent l'individu forment sa capacité d'être libre. C'est-à-dire, ils créent en elle/lui les attitudes et les aptitudes requises par la liberté, dont le respect de l'être humain et la reconnaissance de ses besoins ainsi que la capacité de fonctionner conformément aux normes et aux valeurs établies dans la société. Il

apparaît alors, en théorie, que la liberté se présente dans un cadre sociétal particulier qui remplit les exigences suivantes. En premier lieu, la valeur de l'être humain en tant qu'individu devrait être reconnue et affirmée. En deuxième lieu, il est important de créer un consensus dans la société autour de cette question et que tous s'engagent à maintenir le respect de la vie humaine. Troisièmement, les structures politiques (l'Etat, le gouvernement, le système juridique) et économiques devraient fonctionner sur la base du principe de la valeur de l'être humain. Ces trois conditions essentielles à l'établissement de la liberté se fonderaient idéalement dans une pratique sociale, politique et économique qui s'y accorde.

Nous sommes cependant ici très loin de l'individu propriétaire de Nozick. L'individu-en-tant-qu'être-social (concept que j'emprunte à Taylor) est non seulement propriétaire mais aussi citoyen, membre d'une société à part entière. Son identité n'est pas définie par la propriété tout comme sa liberté n'est pas déterminée par une seule dimension de la vie humaine, la sphère économique. En partant d'une conception de l'individu qui se rattache davantage à l'être lui-même, à ses besoins et à ses conditions d'existence, nous pouvons, par la suite, lui accorder des droits qui visent la totalité de son être, son épanouissement complet. C'est dans cette veine que s'inscrivent les droits de la personne, droits à la sécurité, au logement, à l'éducation.

Dans cette optique, la propriété et le marché prennent un sens beaucoup plus positifs par rapport à la liberté individuelle dans la mesure où ils ne constituent plus la mesure de la liberté. La liberté économique, essentielle à l'indépendance de l'individu, fait partie

d'une conception plus étendue de la liberté qui révèle l'être humain dans toute sa complexité. Elle s'insère dans un contexte sociétal où l'objet premier des activités économiques de la société est la rencontre des besoins individuels et collectifs, où les bénéfices nombreux du système capitaliste ne peuvent diminuer ses coûts humains immenses. La propriété et le marché deviennent, en quelque sorte, les instruments de la civilisation, de l'individu et de sa liberté, et non un joug qui dépouille l'être humain de son humanité.

Une conception plus humaniste de l'individu fait valoir, par conséquent, une vision globale de la société et de ses composantes. Elle reconnaît à chaque individu une place et un rôle propices à ses caractéristiques, à ses besoins personnels et sociaux et à son développement. Elle favorise, en d'autres mots, le respect de l'être humain dans toute sa dignité.

INTRODUCTION

1. J. Locke, Two Treatises of Government (1689) P. Laslett, éd. (Cambridge: Cambridge University Press, 1963) 367
2. J. Locke, Two Treatises of Government, op. cit., 335
3. R. Nozick, Anarchy, State and Utopia (New York: Basic Books, Inc., 1974)

PREMIER CHAPITRE

4. R. Nozick, Anarchy, State and Utopia, op.cit., IX
5. S. Scheffler, "Natural Rights, Equality and the Minimal State", dans Reading Nozick (Totowa, New Jersey: Rowman & Littlefield, 1981) 150
6. R. Nozick, Anarchy, State and Utopia, op. cit., 57. Ici Nozick interprète Locke car cette référence est introuvable chez Locke.
7. Ibid., 58
8. Ibid., 32
9. On ne peut brimer la liberté d'un individu, même si c'est pour lui venir en aide.
10. Ibid., 30-31 Nozick entend par ceci qu'un individu ne peut pas se "servir" d'un autre individu en vue d'atteindre un but sans le consentement de ce dernier.
11. Ibid., 51
12. Ibid., 34-35
13. Ibid., 30-31
14. Ibid., 24
15. R. Nozick, Anarchy, State and Utopia, op. cit., 51 Par exemple, L'Etat fait ce qu'il interdit aux individus de faire (en punissant ceux qui violent les droits des autres mais en interdisant une justice privée).
16. M. Rothbard, For a New Liberty (New York: The MacMillan Company, 1973) 8
17. Ibid., 49
18. R. Nozick, Anarchy, State and Utopia, op. cit., 10
19. Locke propose un gouvernement beaucoup plus étendu.
20. Néanmoins, il se peut que pour quelques individus, la protection ne soit pas une priorité.
21. R. Nozick, Anarchy, State and Utopia, op. cit., 24
22. Ceux qui n'achètent pas de la protection ne sont pas protégés. Notons que l'agence dominante n'a jamais le droit d'être l'agence dominante. "Having more entitlements to act, it is more entitled to act. But it is never entitled to be the dominant agency, nor is anybody else." Ibid., 140
23. Il n'y a pas de consensus entre les individus, malgré les apparences du contraire car ceci impliquerait la prédétermination des fins de chaque action individuelle et irait donc contre la thèse de la main invisible de Nozick.
24. Ibid., 83
25. Loc. cit.

26. Ibid., 66
27. Certains disent que l'agence de protection dominante ne détient pas le monopole de la force car elle ne peut intervenir dans une dispute entre deux indépendants.
28. Ibid., 109
29. Loc. cit.
30. Ibid., 114-115
31. Ibid., 118
32. J. Paul, "The Withering of Nozick's Minimal State", dans Reading Nozick, op. cit., 70
33. Ibid., 133
34. Ibid., 119
35. H. Steiner, "Can a Social Contract be Signed by an Invisible Hand?", dans Democracy, Consensus & Social Contract (London: SAGE Publications, 1978) 297
36. Ibid., 299
37. J. Locke, Two Treatises of Government, op. cit., 343
38. H. Steiner, "Can a Social Contract be Signed by an Invisible Hand", op. cit., 306
39. Ibid., 312
40. Ibid., 314
41. Ibid., 310
42. Loc. cit.
43. D. Gauthier, "The Social Contract as Ideology", dans Philosophy and Public Affairs, VI.2 (hiver 1977) 149
44. Loc. cit.
45. Ibid., 147
46. Ibid., 150-152
47. Ibid., 149
48. Ibid., 148-149
49. A. Ryan, Property (Stony Stratford, England: Open University Press, 1987) 83
50. C. Taylor, "Atomism", op. cit.
51. Ibid., 200
52. Ibid., 189
53. Ibid., 205-207
54. C. Taylor, "Atomism", op. cit., 188
55. Ibid., 189
56. Ibid., 190
57. Ibid., 192
58. Loc. cit.
59. Loc. cit.
60. Ibid., 193-194
61. Ibid., 194
62. Ibid., 195
63. Ibid., 196
64. Loc. cit.
65. Ibid., 197
66. Loc. cit.
67. Loc. cit.
68. Loc. cit.
69. Ibid., 202
70. Ibid., 204-205

71. Ibid., 205
72. Ibid., 203
73. Ibid., 207
74. Ibid., 208
75. Ibid., 196
76. Ibid., 194-195
77. Ibid., 208
78. Loc. cit.
79. Ibid., 209
80. Au lieu de partir avec une notion plus précise ou plus concrète de la nature humaine et d'en conclure avec une conception des droits basée sur des besoins, Nozick fait l'inverse. Il commence par affirmer gratuitement l'individu-qui-a-des-droits, sans démontrer pourquoi le droit à la propriété est primordial.

DEUXIEME CHAPITRE

81. R. Nozick, Anarchy, State and Utopia, op. cit., 150
82. Ibid., 153
83. Ibid., 114, 226-227
84. J. Rawls, Théorie de la justice, 2e éd. (Paris: Seuil, 1987) 103
85. Ibid., 104
86. R. Nozick, Anarchy, State and Utopia, op. cit., 207-208
88. Ibid., 150-152
89. O. O'Neill, "Nozick's Entitlements", dans Reading Nozick, op.cit., 320
90. R. Nozick, Anarchy, State and Utopia, op. cit., 175.
91. La situation des autres est empirée lorsqu'ils n'ont plus accès à un bien nécessaire. Par exemple, personne n'a le droit de s'appropriier d'une source d'eau au détriment des autres.
92. Ibid., 177
93. Ibid., 182
94. Ibid., 177
95. Ibid., 175
96. G.A. Cohen, "Robert Nozick and Wilt Chamberlain: How Patterns Preserve Liberty", dans Justice and Economic Distribution, op. cit., 260
97. Loc. cit.
98. R. Plant, "Community: Concept, Conception, and Ideology", dans Politics & Society 8, no.1 (1978) 87
99. Loc. cit.
100. A. Ryan, Property, op. cit., 69
101. Loc. cit.
102. Loc. cit.
103. Loc. cit.
104. R. Nozick, Anarchy, State and Utopia, op. cit., 233
105. Ibid., 235
106. Ibid., 238
107. Loc. cit.
108. Loc. cit.
109. Locke, Two Treatises of Government, op. cit., 330
110. Ibid., 329
111. Loc. cit.

112. R. Nozick, Anarchy, State and Utopia, op. cit., 174
113. Ibid., 174-175
114. Ibid., 163-164
115. Ibid., 50
116. Loc. cit.
117. Ibid., 151
118. Ibid., 149
119. C.C. Ryan, "Yours, Mine, and Ours: Property Rights and Individual Liberty", dans Reading Nozick, op. cit., 325
120. R. Nozick, Anarchy, State and Utopia, op. cit., 149
121. Ibid., 230
122. Ibid., 152 Nozick semble dire qu'il y a probablement eu des injustices historiques mais que nous n'y pouvons rien.
123. Ibid., 51
124. J. Locke, Two Treatises of Government, op. cit., 323
125. Il faudrait que Nozick établisse qu'il y eut consentement aux processus du marché, ce qu'il ne démontre pas.
126. R. Nozick, Anarchy, State and Utopia, op. cit., 90
127. J. Thompson, "Some Ruminations on Rights", dans Reading Nozick, op. cit., 143
128. Loc. cit.
129. Ibid., 146
130. J. Arthur, W.H. Shaw, Justice and Economic Distribution (Englewood Cliffs, New Jersey: Prentice-Hall, Inc., 1978) 179
131. J. Rawls, Théorie de la justice, op. cit., 311
132. Loc. cit.
133. Ibid., 240

TROISIEME CHAPITRE

134. J. Arthur, W.H. Shaw, Justice and Economic Distribution, op. cit., 179
135. E. Mack, "Liberty and the Market", dans Justice and Economic Distribution, op. cit., 187
136. Ibid., 184
137. Ibid., 189
138. Ibid., 184
139. Loc. cit.
140. Ibid., 189
141. Ibid., 188
142. Loc. cit.
143. Loc. cit.
144. Loc. cit.
145. Ibid., 188-189
146. Ibid., 189
147. Loc. cit.
148. Ibid., 192
149. Ibid., 189
150. E. Mack, "Liberty and the Market", dans Justice and Economic Distribution, op. cit., 185
151. Loc. cit.
152. Loc. cit.
153. Loc. cit.

154. Loc. cit.
155. C.J. Nock, "The Welfare State: An Affront to Freedom?", dans Revue Canadienne de science politique, XXI.4 (décembre 1988) 760
156. Ibid., 763
157. Ibid., 759
158. Ibid., 764
159. Loc. cit.
160. Loc. cit.
161. Ibid., 768
162. Loc. cit.
163. Loc. cit.
164. Loc. cit.
165. Ibid., 769 Ce faisant, l'Etat évite le problème du "ticket gratuit", c'est-à-dire, de ceux qui profitent du système.
166. E. Mack, "Liberty and the Market", dans Justice and Economic Distribution, op. cit., 185
167. H. LaFollette, "Why Libertarianism is Mistaken", dans Justice and Economic Distribution, op. cit., 197
168. C.J. Nock, "The Welfare State: An Affront to Freedom?", dans Revue canadienne de science politique, op. cit., 758-759
169. Ibid., 758
170. J. Arthur, W.H. Shaw, Justice and Economic Distribution, op. cit., 180
171. Loc. cit.
172. J. Rawls, Théorie de la justice, op. cit., 310
173. Ibid., 309
174. P. Singer, "Rights and the Market", dans Justice and Economic Distribution, op. cit., 215
175. J. Arthur, W.H. Shaw, Justice and Economic Distribution, op. cit., 180
176. Loc. cit.
177. Ibid., 181
178. Loc. cit.
179. P. Singer, "Rights and The Market", dans Justice and Economic Distribution, op. cit., 216
180. Ibid., 215
181. Ibid., 213-214
182. Ibid., 214
183. Ibid., 219
184. J. Rawls, Théorie de la justice, op. cit., 311

CONCLUSION

185. C. Taylor, "Atomism" dans Philosophy and the Social Sciences, op. cit.

109
BIBLIOGRAPHIE

- ARTHUR, John; SHAW, William H., (éds.), Justice and Economic Distribution (Englewood Cliffs, New Jersey: Prentice-Hall, Inc., 1978)
- BERLIN, Isaiah, Four Essays on Liberty (Oxford: Oxford University Press, 1969)
- BIRNBAUM, Pierre; LIVELY, Jack; PARRY, Geraint, (éds.) Democracy, Consensus and Social Contract (London: Sage Publications, 1978)
- GAUTHIER, David, "The Social Contract as Ideology", dans Philosophy & Public Affairs, VI.2 (hiver 1977) 130-164
- LOCKE, John, "Is Every Man's Interest the Basis of the Law of Nature? No", dans Essays on the Law of Nature (Oxford: Clarendon Press, 1958)
- LOCKE, John, Two Treatises of Government (1689), P. Laslett, (éd.) (Cambridge: Cambridge University Press, 1963)
- MANSFIELD, J.R., Harvey C., "On the Political Character of Property in Locke", dans Essays in Honour of C.B. MacPherson: Powers, Possessions and Freedom, A. Kontos, (éd.) (Toronto: University of Toronto Press, 1979)
- MILL, John Stuart, Principles of Political Economy, Books IV and V (Harmondsworth, England: Penguin Classics, 1970)
- NOCK, C.J., "The Welfare State: An Affront to Freedom?", dans Revue canadienne de science politique, XXI.4 (déc. 1988) 757-769
- NOZICK, Robert, Anarchy, State and Utopia (New York: Basic Book Inc., 1974)
- NOZICK, Robert, "Coercion", dans Philosophy, Politics and Society, Fourth Series, P. Laslett; W.G. Runciman et Q. Skinner, (éds.) (Oxford: Basic Blackwell, 1972)
- PAUL, Jeffrey (éd.), Reading Nozick (Totowa, New Jersey: Rowman & Littlefield, 1981)
- RAWLS, John, Théorie de la justice, 2e éd. (Paris: Seuil, 1987)
- ROTHBARD, Murray, For a New Liberty (New York: The MacMillan Company, 1973)
- RYAN, Alan, Property (Stony Stratford, England: Open University Press, 1987)
- TAYLOR, Charles, "Atomism" dans Philosophy and the Social Sciences (Cambridge: Cambridge University Press, 1985)